R É P U B L I Q U E   F R A N Ç A I S E

A N N E X E   A U   P R O J E T   D E   L O I   D E   F I N A N C E S   P O U R

2018

LISTE DES COMMISSIONS ET INSTANCES CONSULTATIVES OU DÉLIBÉRATIVES PLACÉES DIRECTEMENT AUPRÈS DU PREMIER MINISTRE OU DES MINISTRES



L'article 112 de la loi n° 95-1346 du 30 décembre 1995 de finances pour 1996 fait obligation au Gouvernement de présenter chaque année au Parlement, en annexe du projet de loi de finances initiale, la liste des commissions et instances consultatives ou délibératives placées directement auprès du Premier ministre ou des ministres ou de la Banque de France prévues par les textes législatifs et réglementaires.

Conformément à ces dispositions, apparaissent dans la présente annexe :

- la liste des commissions et instances consultatives ou délibératives actives à la date du 18 septembre 2017 ;
- la description, pour chaque commission et instance, du nombre de membres, du nombre de réunions tenues lors des trois années précédentes ainsi que le coût de fonctionnement ;
- la liste des commissions et instances supprimées depuis la publication de la précédente annexe budgétaire.

Dans le document, un « 0 » désigne une absence de tenue de réunion et/ou un coût de fonctionnement nul.

Un « - » désigne les cas dans lesquels il n'est pas nécessaire de produire un/des élément(s) de chiffrage.

Une case vide désigne les cas dans lesquels aucun chiffrage n'est disponible.

Le nombre de commissions et instances consultatives ou délibératives placées directement auprès du Premier ministre ou des ministres ou de la Banque de France s'élève à 410 à la date du 18 septembre 2017.

TABLE DES MATIERES

Instance	Texte institutif	Nombre de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2014	2015	2016	2014	2015	2016	
1. Premier ministre									
Comité d'orientation et d'évaluation de l'académie nationale du renseignement	Décret n° 2010-800 du 13 juillet 2010 portant création de l'académie du renseignement	9	0	0	0	2	2	0	
Comité de suivi des retraites	Article L.114-4 du code de la sécurité sociale	5	0	36,75	41,27	4	5	7	
Comité de surveillance des investissements d'avenir	Décret n° 2010-80 du 22 janvier 2010 relatif au commissaire général à l'investissement	18	0	0	0	4	3	3	
Comité directeur de la certification en sécurité des technologies de l'information	Décret n° 2002-535 du 18 avril 2002 relatif à l'évaluation et à la certification de la sécurité offerte par les produits et les systèmes des technologies de l'information	11	0,90	0,86	0,92	1	1	1	
Commission chargée de donner un avis sur certaines opérations relatives aux matériels aéronautiques et aux matériels d'armement complexes	Décret n° 64-1123 du 12 novembre 1964 fixant les conditions d'application de l'article 5 de la loi de finances rectificative pour 1963	8	41	29,22	39,42	2	2	6	
Commission consultative chargée d'émettre un avis sur les matériels susceptibles de porter atteinte à l'intimité de la vie privée et au secret des correspondances	Article R.226-2 du code pénal	11	20,80	15,70	16,92	6	6	6	
Commission de déontologie de la fonction publique	Loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires Décret n° 2017-105 du 27 janvier 2017 relatif à l'exercice d'activités privées par des agents publics et certains agents contractuels de droit privé ayant cessé leurs fonctions, aux cumuls d'activités et à la commission de déontologie de la fonction publique	14	297	391,51	391,86	13	15	10	

Liste des commissions et instances délibératives placées directement auprès du Premier ministre ou des ministres - PLF 2018

Instance	Texte institutif	Nombre de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2014	2015	2016	2014	2015	2016	
1. Premier ministre									
Commission interministérielle de coordination des contrôles	Loi n° 2002-1576 du 30 décembre 2002 de finances rectificative pour 2002 Décret n° 2008-548 modifié du 11 juin 2008 relatif à la commission interministérielle de coordination des contrôles portant sur les opérations cofinancées par les fonds européens modifié par le décret n° 2014-1460 du 8 décembre 2014 Arrêté du 7 janvier 2009 relatif au fonctionnement, aux moyens et à l'organisation interne de la commission interministérielle de coordination des contrôles	18	67	71	123	11	9	12	
Commission interministérielle de défense et de sécurité des secteurs d'activités d'importance vitale	Articles R.1332-10 à R.1332-12 du code de la défense	13	7	7,30	7,83	2	2	2	
Commission interministérielle de la sûreté aérienne	Articles D.*1443-1 et D.1443-4 du code de la défense	12	17,50	16,77	18,91	3	2	3	
Commission interministérielle des données d'origine spatiale	Décret n° 2013-654 du 19 juillet 2013 relatif à la surveillance de l'activité des exploitants primaires de données d'origine spatiale	5	19,90	18,20	19,16	2	0	0	
Commission interministérielle pour l'étude des exportations de matériels de guerre	Décret n° 55-965 du 16 juillet 1955 portant réorganisation de la commission interministérielle pour l'étude des exportations de matériels de guerre Article D.1132-53 du code de la défense Arrêté du 2 octobre 1992 relatif à la procédure d'importation, d'exportation et de transfert des matériels de guerre, armes et munitions et des matériels assimilés	12	743,90	717,29	719,01	11	11	11	
Commission nationale consultative des gens du voyage	Décret n° 2015-563 du 20 mai 2015 relatif à la commission nationale consultative des gens du voyage	29	-	0,52	2,54	-	1	32	
Commission nationale d'orientation et d'intégration	Articles R.*4139-14 et suivants du code de la défense	7	0	0	0	12	12	12	

Liste des commissions et instances délibératives placées directement auprès du Premier ministre ou des ministres - PLF 2018

Instance	Texte institutif	Nombre de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2014	2015	2016	2014	2015	2016	
1. Premier ministre									
Commission pour l'indemnisation des victimes de spoliations intervenues du fait des législations antisémites en vigueur pendant l'Occupation	Décret n° 99-778 du 10 septembre 1999 instituant une commission pour l'indemnisation des victimes de spoliations intervenues du fait des législations antisémites en vigueur pendant l'Occupation	10	511,12	512,03	214,10	10	16	15	*L'écart constaté entre 2015 et 2016 s'agissant du coût de fonctionnement s'explique par l'absence de dépenses de loyer, ce qui fait suite au déménagement de la CIVS qui est intervenu fin 2015.*
Commission supérieure de codification	Décret n° 89-647 modifié du 12 septembre 1989 relatif à la composition et au fonctionnement de la commission supérieure de codification	27	139,80	126,34	76,11	9	10	4	
Conférence des achats de l'Etat	Décret n° 2016-247 du 3 mars 2016 créant la direction des achats de l'Etat et relatif à la gouvernance des achats de l'Etat	18	-	-	0	-	-	2	
Conférence nationale de l'administration territoriale de l'Etat	Décret n° 2015-510 du 7 mai 2015 portant charte de la déconcentration	35	-	0	0	-	1	3	
Conseil d'analyse économique	Décret n° 97-766 du 22 juillet 1997 portant création du conseil d'analyse économique	15	626,11	916,46	842,69	20	20	18	
Conseil d'orientation de l'édition publique et de l'information administrative	Décret n° 2015-464 du 23 avril 2015 portant renouvellement du conseil d'orientation de l'édition publique et de l'information administrative	43	336,90	317,17	366,90	25	10	24	
Conseil d'orientation des retraites	Articles L.114-2 et D.114-4-0-1 à D.114-4-0-4 du code de la sécurité sociale	39	1 051,22	1 182,50	1 079,51	20	19	20	
Conseil d'orientation pour l'emploi	Décret n° 2005-326 du 7 avril 2005 portant création du conseil d'orientation pour l'emploi	53	467,38	582,10	638,77	22	21	30	
Conseil du système d'information et de communication de l'État	Décret n° 2014-879 du 1er août 2014 relatif au système d'information et de communication de l'État	16	0	0	0	2	2	2	
Conseil national de l'aménagement du territoire et de développement du territoire	Loi n° 95-115 d'orientation sur l'aménagement du territoire du 4 février 1995 Décret n° 2000-907 du 19 septembre 2000 relatif au conseil national de l'aménagement et du développement du territoire	70	0	0	0	0	0	0	*Le décret relatif au conseil national de l'aménagement du territoire et de développement du territoire a vocation à être abrogé.*

Instance	Texte institutif	Nombre de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2014	2015	2016	2014	2015	2016	
1. Premier ministre									
Conseil national de la montagne	Loi n° 2016-1888 du 28 décembre 2016 de modernisation, de développement et de protection des territoires de montagne Décret n° 2017-754 du 3 mai 2017 relatif à la composition et au fonctionnement du conseil national de la montagne	81	0	16,07	0	0	1	3	
Conseil national des villes	Décret n° 2009-539 du 14 mai 2009 relatif aux instances en charge de la politique de la ville Décret n° 2015-77 du 27 janvier 2015 relatif aux instances en charge de la politique de la ville	64	5	50,03	33,10	0	3	10	
Haut Conseil à la vie associative	Loi n° 2014-856 du 31 juillet 2014 relative à l'économie sociale et solidaire Décret n° 2011-773 du 28 juin 2011 relatif au haut conseil à la vie associative Décret n° 2015-1034 du 19 août 2015 modifiant le décret n° 2011-773 du 28 juin 2011 relatif au haut conseil à la vie associative	47	2,50	10,08	5,24	34	36	35	
Haut Conseil de la famille, de l'enfance et de l'âge	Articles L.142-1 et D.141-1 à D.141-7 du code de l'action sociale et des familles	230	-	-	0	-	-	1	
Haut conseil du financement de la protection sociale	Articles D.114-0-1 à D.114-0-4 du code de la sécurité sociale	49	437,88	440,16	444,66	11	16	13	
Observatoire de la laïcité	Décret n° 2007-425 du 25 mars 2007 créant un observatoire de la laïcité	22	65,85	74	54,57	65	70	89	
Conseil national de la protection de l'enfance (ex Conseil supérieur de l'adoption)	Articles L.112-3 et D.148-1 et suivants du code de l'action sociale et des familles	82	-	-	0	-	-	0	
Conseil d'orientation des politiques de jeunesse	Décret n° 2016-1377 du 12 octobre 2016 portant création du conseil d'orientation des politiques de jeunesse	80	-	-	0	-	-	0	*La commission a été installée le 26 janvier 2017. Il n'y a donc eu aucune réunion en 2016.*

Instance	Texte institutif	Nombre de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2014	2015	2016	2014	2015	2016	
2. Intérieur									
Comité de pilotage de la formation de la gendarmerie nationale	Arrêté du 20 août 2009 portant création du comité de pilotage de la formation de la gendarmerie nationale	7	0	0	0	2	2	1	
Comité des finances locales	Articles L.1211-1 et suivants et R.1211-1 et suivants du code général des collectivités territoriales	43	582,98	602,95	632,36	7	7	7	*Un poste de contractuel a été créé au sein du comité en 2016, ce qui explique l'augmentation des frais de fonctionnement.*
Commission chargée de vérifier l'aptitude des personnes nommées dans le corps des sous-préfets	Décret n° 64-260 du 14 mars 1964 portant statut des sous-préfets	6	0,10	0,10	0,10	0	2	2	
Commission compétente pour l'attribution de la qualité d'officier de police judiciaire aux fonctionnaires du corps d'encadrement et d'application de la police nationale et aux militaires de la gendarmerie	Ordonnance n° 2015-952 du 31 juillet 2015 relative à la fusion des commissions compétentes pour l'attribution de la qualité d'officier de police judiciaire aux militaires de la gendarmerie nationale et aux fonctionnaires du corps d'encadrement et d'application de la police nationale Décret n° 2016-390 du 30 mars 2016 modifiant le code de procédure pénale (partie réglementaire) et relatif à l'attribution de la qualité d'officier de police judiciaire aux militaires de la gendarmerie nationale et aux fonctionnaires du corps d'encadrement et d'application de la police nationale	12	-	-	17,90	-	-	1	*Cette instance, issue de la fusion de la commission compétente pour l'attribution de la qualité d'officier de police judiciaire aux militaires de la gendarmerie et de la commission pour la désignation des officiers de police judiciaire, a été mise en place au 1er octobre 2016.*

Instance	Texte institutif	Nombre de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2014	2015	2016	2014	2015	2016	
2. Intérieur									
Commission consultative des jeux de cercle et de casinos	Loi n° 2010-476 du 12 mai 2010 relative à l'ouverture à la concurrence et à la régulation du secteur des jeux d'argent et de hasard en ligne Décret n° 2011-252 du 9 mars 2011 relatif à l'observatoire des jeux, à la commission consultative des jeux de cercle et de casinos et à la commission consultative des jeux et paris sous droits exclusifs Décret n° 2016-1488 du 3 novembre 2016 relatif à l'observatoire des jeux, à la commission consultative des jeux de cercles et de casinos et à la commission consultative des jeux et paris sous droits exclusifs	12	3,90	2,98	3,50	9	7	6	
Commission consultative des polices municipales	Loi n° 99-291 du 15 avril 1999 relative aux polices municipales Articles L.514-1 et R.514-1 du code de la sécurité intérieure	24	2,70	3,87	3,58	1	1	2	
Commission consultative sur l'évaluation des charges	Articles L.1211-4-1 et R.1212-1 et suivants du code général des collectivités territoriales	22	1,69	4,70	2,91	2	3	0	
Commission de labellisation (label diversité)	Décret n° 2014-335 du 14 mars 2014 relatif à la commission de labellisation du label diversité	20	0	0	0	5	5	6	
Commission de labellisation (label Français langue d'intégration)	Décret n° 2011-1266 du 11 octobre 2011 relatif à la création d'un label qualité intitulé « Français langue d'intégration »	10	0	0	0	4	4	0	

Instance	Texte institutif	Nombre de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2014	2015	2016	2014	2015	2016	
2. Intérieur									
Commission de recours contre les décisions de refus de visa d'entrée en France	Articles D.211-5 et suivants du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile Arrêté du 4 décembre 2009 relatif aux modalités de fonctionnement de la commission de recours contre les décisions de refus de visa d'entrée en France	5	28,61	28,61	29,28	61	61	63	
Commission de révision du nom des communes	Arrêté ministériel du 15 août 1948 instituant auprès du ministère de l'Intérieur une commission de révision du nom des communes	8	0	0	0	1	1	1	
Commission interministérielle chargée de donner un avis sur la reconnaissance d'équivalence pour l'exercice de la profession d'enseignant de la conduite automobile et de la sécurité routière	Arrêté du 18 février 2002 instituant une commission interministérielle chargée de donner un avis sur la reconnaissance d'équivalence entre les titres, diplômes ou certificats d'enseignant de la conduite des véhicules à moteur et de la sécurité routière délivrés dans les États n'appartenant ni à l'Union européenne ni à l'Espace économique européen et le brevet pour l'exercice de la profession d'enseignant de la conduite automobile et de la sécurité routière	4	0	0	0	0	0	0	
Commission interministérielle pour le logement des populations immigrées	Arrêté du 10 juillet 2015 relatif à la commission interministérielle pour le logement des populations immigrées	6	0	0	0	3	3	2	

Instance	Texte institutif	Nombre de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2014	2015	2016	2014	2015	2016	
2. Intérieur									
Commission nationale consultative de la sécurité des transports de fonds	Article D.613-76 et suivants du code de la sécurité intérieure Arrêté du 22 novembre 2012 relatif à la composition de la commission consultative de la sécurité des transports de fonds	36	0	0	0	2	2	2	
Commission nationale consultative de prévention des violences lors des manifestations sportives	Articles L.332-18 et R.332-10 et suivants du code du sport	8	0	0	0	0	0	0	
Commission nationale d'examen des circuits de vitesse	Articles R.331-35 à R.331-44 du code du sport	8	0,90	0,90	1	9	8	8	
Commission nationale de la vidéoprotection	Articles L.251-5 à L.251-7 inclus et L.252-4 du code de la sécurité intérieure Décret n° 2011-877 du 25 juillet 2011 relatif à la commission nationale de la vidéoprotection	20	0	0	0	0	1	0	*Suppression décidée par les réunions du CIMAP des 14, 20 et 21 juin 2013.*
Commission nationale de protection et de réinsertion	Article 706-63-1 du code de procédure pénale Décret n° 2014-346 du 17 mars 2014 relatif à la protection des personnes mentionnées à l'article 706-63-1 du code de procédure pénale bénéficiant d'exemptions ou de réductions de peines	7	0	0	4,29	0	2	2	
Commission nationale des experts en automobile	Articles L.326-5, R.326-14 et D.326-15 du code de la route	13	0	0	0	0	0	0	
Commission pour la désignation des agents des services fiscaux des catégories A et B habilités à effectuer des enquêtes judiciaires	Article 28-2 et R.15-33-29-5 et suivants du code de procédure pénale	9	0	0	1,10	2	0	2	*Les coûts de fonctionnement correspondent au paiement de vingt vacations.*
Commission spécialisée nationale chargée de la mise en œuvre de la reconnaissance, de la validation et des équivalences des formations et	Loi n° 2011-851 du 20 juillet 2011 relative à l'engagement des sapeurs-pompiers volontaires et à son	-	-	-	-	-	-	-	

Instance	Texte institutif	Nombre de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2014	2015	2016	2014	2015	2016	
2. Intérieur									
expériences des sapeurs-pompiers volontaires	cadre juridique								
Commission technique consultative sur les demandes d'agrément des dispositifs de nouvelles technologies et de transports de fonds	Articles R.613-47 et R.613-57 du code de la sécurité intérieure	6	0	0	0	0	3	3	
Conférence nationale des services d'incendie et de secours	Loi n°2004-811 du 13 août 2004 de modernisation de la sécurité civile Décret n° 2004-1156 du 29 octobre 2004 relatif à la composition et au fonctionnement de la conférence nationale des services d'incendie et de secours	35	2,50	3,52	5,73	2	3	5	
Conseil national d'évaluation des normes	Articles L.1212-1 et suivants et R.1213-1 et suivants du code général des collectivités territoriales	36	27,51	17,79	18,08	16	21	19	
Conseil national de la formation des élus locaux	Articles L.1221-1 et R.1221-1 et suivants du code général des collectivités territoriales	24	8,78	12,69	9	6	6	6	
Conseil national de la sécurité routière	Décret n° 2016-1511 du 8 novembre 2016 relatif au conseil national de la sécurité routière et modifiant le décret n° 75-360 du 15 mai 1975 relatif au comité interministériel de la sécurité routière	67	0	6	0	2	1	0	
Conseil national de sécurité civile	Article D.711-1 et suivants du code de la sécurité intérieure	55	0	0	0	0	0	0	
Conseil national des opérations funéraires	Articles L.1241-1 R.1241-1 et suivants du code général des collectivités territoriales	29	3,50	0	2,70	1	0	1	
Conseil national des sapeurs-pompiers volontaires	Loi n° 2011-851 du 20 juillet 2011 relative à	19	0,06	1	0	4	3	3	

Instance	Texte institutif	Nombre de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2014	2015	2016	2014	2015	2016	
2. Intérieur									
	l'engagement des sapeurs-pompiers volontaires et à son cadre juridique Décret n° 2012-154 du 30 janvier 2012 relatif au conseil national des sapeurs-pompiers volontaires								
Conseil supérieur de l'éducation routière	Articles D.214-1 et suivants du code de la route	29	0	0	0	2	0	1	
Conseil supérieur de la fonction publique territoriale	Loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale Décret n° 84-346 du 10 mai 1984 relatif au conseil supérieur de la fonction publique territoriale	40	70,55	72,72	103	79	70	66	
Commission interministérielle des demandes de classement des matériels de guerre, armes et munitions	Article R. 311-3 du code de la sécurité intérieure Arrêté du 28 août 2000 modifié portant application du 1° de l'article R. 311-3 du code de la sécurité intérieure	11	0	0	0	1	1	1	
Groupe de travail sur l'amélioration du contrôle et de l'organisation des bases de données de police	Arrêté du 20 octobre 2009 portant création d'un groupe de travail sur l'amélioration du contrôle et de l'organisation des bases de données de police	30	0	0	0	1	0	0	
Observatoire des finances locales	Article L.1211-4 du code général des collectivités territoriales	8	56,54	55,05	57,12	1	1	1	
Observatoire national du secourisme	Décret n° 97-48 du 20 janvier 1997 portant diverses mesures relatives au secourisme	17	0	0	0	0	2	2	

Instance	Texte institutif	Nombre de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2014	2015	2016	2014	2015	2016	
3. Transition écologique et solidaire									
Comité d'experts de la transition énergétique	Article L.145-1 du code de l'énergie Décret n° 2015-1222 du 2 octobre 2015 relatif au comité d'experts pour la transition énergétique	8	-	0	3	-	4	8	*Les coûts de fonctionnement correspondent à des remboursements de frais de transports.*
Comité de coordination des aéroports français	Arrêté du 28 septembre 2004 créant le comité de coordination des aéroports français	220	0	0	0	1	1	1	
Comité de coordination industrielle pour les déchets radioactifs	Articles L.542-3 et R.542-73 du code de l'environnement Décret n° 2010-47 du 13 janvier 2010 relatif à l'agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs (ANDRA) et à la création du comité de coordination industrielle pour les déchets radioactifs	12	0	0	0	2	2	1	
Comité de l'environnement polaire	Articles D.133-31 à D.133-34 du code de l'environnement	11	2	1	1,70	3	1	2	
Comité de la prévention et de la précaution	Arrêté du 30 juillet 1996 portant création du comité de la prévention et de la précaution	20	24,50	15,50	16,60	9	7	5	
Comité des usagers du réseau routier national	Décret n° 2009-1102 du 8 septembre 2009 relatif à la création du comité des usagers du réseau routier national	21	1	1	1	5	5	4	
Comité national de l'eau	Articles L.213-1 et D.213-1 et suivants du code de l'environnement	160	60	38	19	4	3	4	*La diminution des coûts de fonctionnement s'explique par celle des frais de réservation de salles.*
Comité spécialisé de la formation professionnelle maritime	Article R.342-6 du code de l'éducation Arrêté du 16 décembre 1988 relatif au comité spécialisé de la formation professionnelle maritime	45	4,80	4,40	6,40	2	2	3	

Instance	Texte institutif	Nombre de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2014	2015	2016	2014	2015	2016	
3. Transition écologique et solidaire									
Comité technique de l'utilisation des produits pétroliers	Décret n° 62-1297 du 7 novembre 1962 pris en ce qui concerne les règles techniques d'utilisation et les caractéristiques des produits pétroliers	52	0	0	0	1	1	1	
Comité technique permanent des barrages et des ouvrages hydrauliques	Articles L.213-21, L.213-22, R.213-77 et suivants du code de l'environnement	11	24,50	19,40	14,40	13	10	6	
Commission administrative de l'aviation civile	Articles R.160-1 et suivants et R.330-20 du code de l'aviation civile	12	0,26	0	1,27	3	0	4	
Commission centrale de sécurité	Décret n° 2016-1693 du 9 décembre 2016 portant modification du décret n° 84-810 du 30 août 1984 relatif à la sauvegarde de la vie humaine en mer, à l'habitabilité à bord des navires et à la prévention de la pollution	44	5,20	7	11	11	11	11	
Commission centrale des appareils à pression	Décret n° 99-1046 du 13 décembre 1999 relatif aux équipements sous pression Arrêté du 31 juillet 2009 relatif à la composition de la commission centrale des appareils à pression	39	3	3	3	3	3	3	
Commission consultative pour la délivrance de l'attestation de capacité professionnelle à l'exercice de la profession de transporteur public de marchandises par bateau de navigation intérieure	Arrêté du 28 juillet 1992 fixant les modalités d'obtention de l'attestation de capacité à l'exercice de la profession de transporteur public de marchandises par bateau de navigation intérieure	6	0	0	0	0	1	1	
Commission consultative sur le statut de déchet	Article D.541-6-2 du code de l'environnement	17	0	0	0	3	2	2	

Instance	Texte institutif	Nombre de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2014	2015	2016	2014	2015	2016	
3. Transition écologique et solidaire									
Commission d'agrément des laboratoires ou des organismes pour certains types de prélèvements et d'analyses à l'émission des substances dans l'atmosphère	Arrêté du 4 septembre 2000 portant modalités d'agrément des laboratoires ou des organismes pour certains types de prélèvements et d'analyses à l'émission des substances dans l'atmosphère	13	0	0	0	2	2	2	
Commission d'évaluation des innovations techniques dans le domaine de la détection et du traitement de l'amiante dans le bâtiment	Décret n° 2017-34 du 13 janvier 2017 portant création de la commission d'évaluation des innovations techniques dans le domaine de la détection et du traitement de l'amiante dans le bâtiment	22	-	-	-	-	-	-	
Commission de conciliation du télépéage	Décret n° 2012-645 du 3 mai 2012 organisant une commission de conciliation du télépéage	6	0	0	0	0	0	0	
Commission des comptes des transports de la nation	Décret n° 2009-531 du 12 mai 2009 relatif aux missions et aux modalités de fonctionnement de la commission des comptes des transports de la nation	61	1	1	1	2	2	2	
Commission des comptes et de l'économie de l'environnement	Articles D.133-35 et suivants du code de l'environnement	41	0,25	0,25	0	1	2	0	*Les membres de cette commission n'ont pas été désignés. Cette commission sera remplacée par une commission des comptes de l'énergie, de l'environnement et du climat.*
Commission des filières de responsabilité élargie des producteurs	Article D.541-6-1 du code de l'environnement	397	-	0	13	-	0	13	*Cette instance remplace la commission d'harmonisation et de médiation des filières et l'ensemble des commissions consultatives d'agrément existantes.*
Commission des phares	Décret n° 82-419 du 18 mai 1982 fixant les attributions de la commission	6	0	0	0	3	3	3	

Instance	Texte institutif	Nombre de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2014	2015	2016	2014	2015	2016	
3. Transition écologique et solidaire									
	des phares								
Commission des produits chimiques et biocides	Articles D.523-4 et suivants du code de l'environnement	30	5	6,30	6,30	5	5	5	*Les coûts de fonctionnement correspondent aux frais de mission de certains membres non domiciliés en région parisienne (ONG, syndicats, experts…) et aux frais de rédaction des comptes-rendus.*
Commission des téléphériques	Décret n° 2012-988 du 22 août 2012 relatif à la commission des téléphériques	26	0	0	0	2	2	2	
Commission ferroviaire d'aptitudes	Loi n° 2009-1503 du 8 décembre 2009 relative à l'organisation et à la régulation des transports ferroviaires et portant diverses dispositions relatives aux transports Décret n° 2010-708 du 29 juin 2010 relatif à la certification des conducteurs de trains	6	0	0	0	11	10	11	
Commission interministérielle des transports de matières dangereuses	Articles D.1252-1 et suivants du code des transports	78	7,10	4,20	6	5	5	5	
Commission nationale consultative pour la faune sauvage captive	Article R.413-2 du code de l'environnement	45	10	10	10	4	4	4	
Commission nationale d'évaluation de la sécurité des ouvrages routiers	Décret n° 2016-38 du 22 janvier 2016 relatif à la commission nationale d'évaluation de la sécurité des ouvrages routiers	23	-	0	42	-	0	4	
Commission nationale d'évaluation des recherches et études relatives à la gestion des matières et des déchets radioactifs	Article L.542-3 du code de l'environnement	12	649,07	490,51	563,49	23	22	25	
Commission nationale d'indemnisation des dégâts de gibiers	Articles L.426-5 et R.426-3 et suivants du code de l'environnement	15	1,30	2,10	2,10	3	5	5	

Instance	Texte institutif	Nombre de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2014	2015	2016	2014	2015	2016	
3. Transition écologique et solidaire									
Commission nationale d'orientation, de suivi et d'évaluation des techniques d'exploration et d'exploitation des hydrocarbures liquides et gazeux	Loi n° 2011-835 du 13 juillet 2011 visant à interdire l'exploration et l'exploitation des mines d'hydrocarbures liquides ou gazeux par fracturation hydraulique et à abroger les permis exclusifs de recherches comportant des projets ayant recours à cette technique Décret n° 2012-385 du 21 mars 2012 relatif à la commission nationale d'orientation, de suivi et d'évaluation des techniques d'exploration et d'exploitation des hydrocarbures liquides et gazeux	22	0	0	0	0	0	0	
Commission nationale de l'examen pour l'obtention du permis de chasser	Article R.423-5 du code de l'environnement Arrêté du 29 octobre 2001 relatif aux modalités de l'examen pour la délivrance du permis de chasser	14	0,10	0,10	0,10	1	1	1	
Commission nationale de la déontologie et des alertes en matière de santé publique et d'environnement	Loi n° 2013-316 du 16 avril 2013 relative à l'indépendance de l'expertise en matière de santé et d'environnement et à la protection des lanceurs d'alerte Décret n° 2014-1629 du 26 décembre 2014 relatif à la composition et au fonctionnement de la commission nationale de la déontologie et des alertes en matière de santé publique et d'environnement	22	-	-	0	-	-	0	
Commission nationale de la négociation collective maritime	Décret n° 2015-918 du 27 juillet 2015 relatif aux	49	-	10,40	15	-	4	6	

Instance	Texte institutif	Nombre de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2014	2015	2016	2014	2015	2016	
3. Transition écologique et solidaire									
	conventions et accords collectifs des gens de mer et à la composition et au fonctionnement de la commission nationale de la négociation collective maritime								
Commission nationale des sanctions administratives	Loi n° 82-1153 du 30 décembre 1982 d'orientation des transports intérieurs Articles L.1452-1, L.3452-3 et R.3452-25 à R.3452-42 du code des transports Décret n° 2013-448 du 30 mai 2013 relatif à la commission nationale des sanctions administratives et aux commissions régionales des sanctions administratives dans le domaine du transport routier	16	0,40	0,80	0	1	2	0	
Commission nationale d'évaluation du financement des charges de démantèlement des installations nucléaires de base et de gestion des combustibles usés et des déchets radioactifs	Loi n° 2006-739 du 28 juin 2006 de programme relative à la gestion durable des matières et déchets radioactifs	10	0	0	0	0	0	0	*La commission est inactive. Sa suppression est envisagée prochainement.*
Commission supérieure des sites, perspectives et paysages	Articles L.341-17 et R.341-28 et suivants du code de l'environnement	31	3,40	2,12	2,50	5	4	5	
Commission supérieure nationale du personnel des industries électriques et gazières	Articles L.731-1 et R.713-1, R.713-4 à R.713-6 du code du travail	38	0	0	0	2	1	2	
Conseil d'orientation et d'appui scientifique et technique du service central d'hydrométéorologie et d'appui à la prévision des inondations	Arrêté du 22 décembre 2013 fixant la composition, l'organisation et le fonctionnement du conseil d'orientation et d'appui scientifique et technique du	48	0	2	1,20	0	2	2	

Instance	Texte institutif	Nombre de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2014	2015	2016	2014	2015	2016	
3. Transition écologique et solidaire									
	service central d'hydrométéorologie et d'appui à la prévision des inondations								
Conseil d'orientation pour la prévention des risques naturels majeurs	Articles L.566-4 et R.566-4 du code de l'environnement Décret n° 2003-728 du 1er août 2003 portant création du conseil d'orientation pour la prévention des risques naturels majeurs	38	36,33	12,96	15,80	7	6	7	*Les coûts de fonctionnement correspondent aux frais de rédaction des comptes-rendus et frais de restauration.*
Conseil de discipline du personnel navigant professionnel de l'aéronautique civile	Articles R.425-4, R.425-5 et R.425-8 du code de l'aviation civile	35	0	0	0	3	2	2	
Conseil de gestion du fonds de prévention des risques naturels majeurs	Articles R.561-10 et suivants du code de l'environnement	10	0	0	0	1	1	1	
Conseil du personnel navigant professionnel de l'aéronautique civile	Articles R.421-7 et R.421-8 du code de l'aviation civile	30	0	0	0	4	4	1	
Conseil économique du développement durable	Décret n° 2008-1250 du 1er décembre 2008 portant création du conseil économique pour le développement durable	27	2,30	2,40	2,30	14	18	15	
Conseil national de l'air	Articles D. 221-16 et suivants du code de l'environnement	48	0	0	0	1	1	1	
Conseil national de l'information géographique	Décret n° 2011-127 du 31 janvier 2011 relatif au conseil national de l'information géographique	35	8	8	8	39	50	48	
Conseil national de la chasse et de la faune sauvage	Articles L.421-1 A et R.421-1 et suivants du code de l'environnement	29	0,75	1,25	0,75	3	5	3	
Conseil national de la mer et des littoraux	Loi n° 86-2 du 3 janvier 1986 modifiée relative à l'aménagement, la protection et la mise en valeur du littoral Décret n° 2011-637 du	52	12,50	4,50	22,50	6	9	7	

Instance	Texte institutif	Nombre de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2014	2015	2016	2014	2015	2016	
3. Transition écologique et solidaire									
	9 juin 2011 modifié relatif aux attributions, à la composition et au fonctionnement du conseil national de la mer et des littoraux								
Conseil national de la protection de la nature	Articles L.134-2 et R.134-20 et suivants du code de l'environnement	30	-	-	-	-	-	-	*Le nouveau conseil, qui a été créé par la loi n° 2016-1087 du 8 août 2016 pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages est entré en vigueur le 24 mars 2017 à la nomination de ses membres conformément aux dispositions du décret n° 2017-342 du 17 mars 2017 relatif au conseil national de la protection de la nature.*
Conseil national de la sûreté de l'aviation civile	Article D.213-2 du code de l'aviation civile	35	0	0	0	2	2	2	
Conseil national de la transition écologique	Articles L.133-1 à L.133-4 et D.134-1 à D.134-7 du code de l'environnement	50	0	0	1	5	8	9	
Conseil national des déchets	Articles D.541-1 et suivants du code de l'environnement	40	6	2	1	6	2	1	
Conseil national du bruit	Articles L.571-2 et L.571-6 et D.571-98 et suivants du code de l'environnement	48	27	8	1,10	25	26	22	*Les coûts de fonctionnement correspondent à l'élaboration du rapport d'activité et de plusieurs guides.*
Conseil supérieur de l'aviation civile	Articles D.370-1 et suivants du code de l'aviation civile	28	0	0	1,73	1	3	1	
Conseil supérieur de l'énergie	Loi n° 46-628 du 8 avril 1946 sur la nationalisation de l'électricité et du gaz Décret n° 2006-366 du 27 mars 2006 relatif à la composition et au fonctionnement du conseil supérieur de l'énergie	36	217	217	220	13	16	27	
Conseil supérieur de la marine marchande	Loi n° 82-1153 du 30 décembre 1982 d'orientation des transports	40	8	4	3,20	18	10	8	

Instance	Texte institutif	Nombre de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2014	2015	2016	2014	2015	2016	
3. Transition écologique et solidaire									
	intérieurs Décret n° 2002-647 du 29 avril 2002 modifié relatif à la composition, aux attributions et à l'organisation du conseil supérieur de la marine marchande								
Conseil supérieur de la météorologie	Décret n° 91-1209 du 29 novembre 1991 portant réorganisation du conseil supérieur de la météorologie	390	11	11	11	24	23	23	
Conseil supérieur de la navigation de plaisance et des sports nautiques	Décret n° 67-315 du 31 mars 1967 portant création d'un conseil supérieur de la navigation de plaisance et des sports nautiques	46	28,80	0	0	14	0	0	
Conseil supérieur de la prévention des risques technologiques	Articles L.511-2, L.222-7, L.555-3, L.555-6 et D.510-1 et suivants du code de l'environnement	45	19	26	27,51	7	11	10	
Conseil supérieur des gens de mer	Décret n° 2007-1227 du 21 août 2007 relatif à la prévention des risques professionnels maritimes et au bien-être des gens de mer en mer et dans les ports	60	13,80	15,50	12,60	3	3	3	
Grande commission nautique	Décret n° 86-606 du 14 mars 1986 relatif aux commissions nautiques	8	5	5	5	4	10	6	
Groupe d'experts sur les oiseaux et leur chasse	Articles D.421-51 à D.421-53 du code de l'environnement Arrêté du 15 avril 2009 relatif à la composition et au fonctionnement du groupe d'experts sur les oiseaux et leur chasse	9	5	5	5	2	2	2	
Haut comité de la qualité de service dans les transports	Décret n° 2012-211 du 14 février 2012 portant	37	4,78	6,65	8,16	4	4	4	*La hausse des coûts de fonctionnement s'explique par le*

Instance	Texte institutif	Nombre de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2014	2015	2016	2014	2015	2016	
3. Transition écologique et solidaire									
	création de l'autorité de la qualité de service dans les transports et du haut comité de la qualité de service dans les transports								*recours à un prestataire extérieur chargé de rédiger les comptes rendus des hauts comités de la qualité de service dans les transports.*
Haut comité pour la transparence et l'information sur la sûreté nucléaire	Loi n° 2006-686 du 13 juin 2006 relative à la transparence et à la sécurité en matière nucléaire Décret n° 2010-277 du 16 mars 2010 relatif au haut comité pour la transparence et l'information sur la sécurité nucléaire	40	150	150	150	1	4	4	*Les coûts de fonctionnement sont principalement issus de la prise en charge des frais de déplacements des membres (certains viennent de l'étranger) et de l'organisation des réunions.*
Haut conseil des biotechnologies	Articles L.531-3 et suivants et R.531-4 et suivants du code de l'environnement Décret n° 2008-1273 du 5 décembre 2008 relatif au haut conseil des biotechnologies	72	635	597	416	52	66	75	

Instance	Texte(s) institutif(s)	Nombre de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2014	2015	2016	2014	2015	2016	
4. Justice									
Comité de coordination du registre du commerce et des sociétés	Articles R.123-28 et A.123-7 et suivants du code de commerce	8	0	0	0	7	8	10	
Comité interministériel de coordination de la santé pour les personnes placées sous main de justice ou confiées par l'autorité judiciaire au titre de l'ordonnance du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante	Articles D.348-2 à D.348-4 du code de procédure pénale	8	0	0	0	1	0	1	
Commission chargée d'agréer les personnes habilitées à effectuer des missions d'identification par empreintes génétiques dans le cadre de procédures judiciaires	Décret n° 97-109 du 6 février 1997 relatif aux conditions d'agrément des personnes habilitées à procéder à des identifications par empreintes génétiques dans le cadre d'une procédure judiciaire	11	0,60	0,90	0,61	6	6	5	
Commission de proposition aux offices vacants d'avocat au Conseil d'État et à la Cour de cassation	Décret n° 91-1125 du 28 octobre 1991 relatif aux conditions d'accès à la profession d'avocat au Conseil d'Etat et à la Cour de cassation	5	-	0	0	-	0	0	
Commission de suivi de la détention provisoire	Loi n° 2000-516 du 15 juin 2000 renforçant la protection de la présomption d'innocence et les droits des victimes Décret n° 2001-709 du 31 juillet 2001 relatif à la commission de suivi de la détention provisoire et modifiant le code de procédure pénale	7	0,40	0,52	0,13	5	7	5	
Commission de surveillance et de contrôle des publications destinées à l'enfance et à l'adolescence	Loi n° 49-956 du 16 juillet 1949 sur les publications destinées à la jeunesse Décret n° 50-143 du 1er février 1950 portant règlement d'administration publique pour l'exécution de la loi n° 49-956 du 16 juillet 1949	30	0	0,30	2,40	4	4	4	
Commission du droit local d'Alsace-Moselle	Décret n° 2014-52 du 23 janvier 2014 relatif à la commission du droit local d'Alsace-Moselle	43	0	60	60	1	17	3	
Commission nationale d'indemnisation des avoués près les cours d'appel	Loi n° 2011-94 du 25 janvier 2011 portant réforme de la représentation devant les cours d'appel Décret n° 2011-361 du 1er avril 2011 relatif aux modalités de l'indemnisation prévue par la loi n° 2011-94 du 25 janvier 2011	5	0	0	0	0	0	1	*Les missions confiées à la commission ayant été remplies, le ministère envisage de supprimer cette instance dans un prochain vecteur législatif.*
Commission nationale d'inscription et de discipline des administrateurs judiciaires et des mandataires judiciaires et de la	Articles L. 814-1 et R.814-1 et suivants du code de commerce	9	-	0	0	-	11	9	

Instance	Texte(s) institutif(s)	Nombre de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2014	2015	2016	2014	2015	2016	
4. Justice									
représentation de la profession auprès des pouvoirs publics									
Conseil national de l'aide aux victimes	Décret n° 99-706 du 3 août 1999 relatif au conseil national de l'aide aux victimes	22	0	0	0	1	0	0	
Conseil national de l'aide juridique	Loi n° 91-647 du 10 juillet 1991 relative à l'aide juridique Décret n° 91-1266 du 19 décembre 1991 portant application de la loi n° 91-647 du 10 juillet 1991	26	0	0	0	4	4	2	
Conseil national des tribunaux de commerce	Articles L.721-8, R.721-7 et suivants du code de commerce	20	15	10	7,70	11	8	10	
Conseil national du droit	Décret n° 2014-829 du 22 juillet 2014 relatif au conseil national du droit	57	0	0	0	5	5	2	
Observatoire de la récidive et de la désistance	Décret n° 2014-883 du 1er août 2014 relatif à l'observatoire de la récidive et de la désistance	18	-	-	3,22	-	-	5	*Les membres de l'observatoire ont été nommés en janvier 2016 et la réunion d'installation a eu lieu en avril 2016*

Instance	Texte institutif	Nombre de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2014	2015	2016	2014	2015	2016	
5. Europe et affaires étrangères									
Commission consultative des recherches archéologiques à l'étranger	Arrêté du 4 octobre 1995 portant création d'une commission consultative des recherches archéologiques à l'étranger	31	0	10	8,77	1	1	1	
Commission du volontariat de solidarité internationale	Loi n° 2005-159 du 23 février 2005 relative au contrat de volontariat de solidarité internationale Décret n° 2005-600 du 27 mai 2005 pris pour l'application de la loi n° 2005-159 relative au contrat de volontariat de solidarité internationale	12	0	0	0	2	2	1	
Commission interministérielle chargée d'émettre un avis sur les opérations immobilières de l'État à l'étranger	Articles D.1221-3 à D.1221-6 du code général de la propriété des personnes publiques	8	0	0	0	11	11	11	
Commission interministérielle d'octroi de la garantie de l'État aux emprunts réalisés par les écoles françaises de l'étranger	Décret n° 79-142 du 19 février 1979 relatif aux conditions d'octroi de la garantie de l'État aux emprunts réalisés par les écoles françaises de l'étranger	5	0	0	0	2	1	2	
Commission interministérielle des biens à double usage	Décret n° 2010-294 du 18 mars 2010 portant création d'une commission interministérielle des biens à double usage	12	0,94	0,92	0,92	12	11	11	
Commission nationale de la coopération décentralisée	Articles L.1115-6 et R.1115-8 et suivants du code général des collectivités territoriales Décret n° 2017-939 du 10 mai 2017 relatif à la commission nationale de la coopération décentralisée	45	0	0	6	2	1	2	
Commission nationale pour l'élimination des mines antipersonnel	Articles R.2343-1 et suivants du code de la défense	28	70	69	0	4	3	2	
Commission permanente pour la protection sociale des Français de l'étranger	Décret n° 92-437 du 19 mai 1992 portant création d'une commission permanente pour la protection sociale des Français de l'étranger	11	0	0	0	1	1	1	
Conseil national du développement et de la solidarité internationale	Décret n° 2013-1154 du 11 décembre 2013 créant un conseil national du développement et de la solidarité internationale	55	0	0	38	2	3	3	
Conseil national du tourisme	Articles D.122-5 et suivants du code du tourisme	204	0	0	0	0	0	0	

Instance	Texte institutif	Nombre de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2014	2015	2016	2014	2015	2016	
6. Armées									
Comité consultatif de santé des armées	Décret n° 57-384 du 22 mars 1957 portant création du comité consultatif de santé des armées Articles D.3341-1 et suivants du code de la défense	36	0	0	0	1	1	2	
Comité des achats auprès du ministère de la défense	Arrêté du 7 avril 2010 portant création du comité des achats du ministère de la défense	9	0	0	0	5	4	5	
Comité directeur de l'observatoire de la santé des vétérans	Décret n° 2004-524 du 10 juin 2004 portant attributions et organisation de l'observatoire de la santé des vétérans	13	1	0,50	0,50	1	1	1	
Comité ministériel d'investissement	Article R*1142-4 du code de la défense Arrêté du 17 février 2010 modifié fixant les attributions, la composition et le fonctionnement du comité ministériel d'investissement	10	0	0	0	13	15	9	
Comité national pour l'érection et la conservation du mémorial de la déportation du Struthof	Décret du 13 octobre 1953 modifié relatif à l'édification d'un mémorial de la déportation au Struthof	7	0	0	0	0	0	0	
Commission armées jeunesse	Décret n° 55-814 du 22 juin 1955 relatif aux commissions ministérielles de la jeunesse Arrêté du 22 novembre 1955 modifié fixant la composition et le mode de fonctionnement de la commission de la jeunesse au ministère de la défense nationale et des forces armées	70	92	102	83	60	56	42	
Commission de déontologie des militaires	Articles L.4122-5, R.*4122-18 et R.*4122-19 du code de la défense	11	31	35	37,20	13	12	12	
Commission de suivi de sécurité maritime	Arrêté du 8 juin 2011 relatif au contrôle du suivi de la sécurité maritime des bâtiments de guerre de surface de la marine nationale Arrêté du 8 juin 2011 relatif à la composition de la commission de suivi de sécurité maritime	9	0	0	0	26	12	15	
Commission interministérielle de contrôle (Salon international de l'aéronautique et de l'espace)	Arrêté du 30 juin 2003 relatif à la réglementation de la manifestation aérienne organisée dans le cadre du Salon international de l'aéronautique et de l'espace	4	0	0	0	0	4	0	*Le salon international de l'aéronautique et de l'espace se tient tous les deux ans. Il n'y a pas eu de réunion en 2016.*
Conseil de l'exploitation nucléaire de défense	Arrêté du 13 mars 2002 modifié instituant un conseil de l'exploitation nucléaire de la défense	8	0	0	0	1	1	0	

Instance	Texte institutif	Nombre de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2014	2015	2016	2014	2015	2016	
6. Armées									
Conseil général de l'armement	Articles D.3331-1 et suivants du code de la défense	18	1	0	0	2	1	0	
Conseil scientifique de l'observatoire de la santé des vétérans	Décret n° 2004-524 du 10 juin 2004 portant attributions et organisation de l'observatoire de la santé des vétérans	8	0,50	0,50	0,50	4	3	3	
Conseil supérieur de la réserve militaire	Articles L.4261-1 et D.4261-1 et suivants du code de la défense	79	25	22,50	21,40	2	3	3	
Haut comité d'évaluation de la condition militaire	Articles L.4111-1 et D.4111-1 et suivants du code de la défense	9	20	13	16,70	23	34	28	*L'augmentation des coûts de fonctionnement s'explique par une hausse des coûts de reprographie et des frais de déplacements.*
Conseil permanent des retraités militaires	Décret n° 2016-997 du 20 juillet 2016 modifiant diverses dispositions du code de la défense relatives aux organismes consultatifs et de concertation des militaires Arrêté du 29 août 2016 portant organisation et fonctionnement du conseil permanent des retraités militaires	13	-	-	5	-	-	3	
Conseil supérieur de la fonction militaire	Article L.4124-1, R.4124-1 et suivants du code de la défense Arrêté du 12 août 2016 fixant la composition du conseil supérieur de la fonction militaire et des conseils de la fonction militaire et les modalités de désignation de leurs membres	61	35	40	57	2	3	3	*La variation des coûts de fonctionnement en 2015 s'explique par le financement du stage de formation des 45 nouveaux membres.*

Instance	Texte institutif	Nombre de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2014	2015	2016	2014	2015	2016	
7. Cohésion des territoires									
Comité de suivi de la mise en œuvre du droit au logement opposable	Loi n° 2007-290 du 5 mars 2007 instituant le droit au logement opposable et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale Décret n° 2007-295 du 5 mars 2007 instituant le comité de suivi de la mise en œuvre du droit au logement opposable	59	0	3,72	3,72	5	3	3	
Commission chargée de l'examen du respect des obligations de réalisation de logements sociaux	Articles L.302-9-1-1 et R.302-26 du code de la construction et de l'habitation	13	0	0	0	0	2	0	
Commission d'agrément des contrôleurs techniques de la construction	Décret n° 2009-681 du 12 juin 2009 relatif à l'activité de contrôle technique de la construction, pris pour l'application de l'article L.111-25 du code de la construction et de l'habitation	14	6,60	6,20	7,50	7	7	7	
Commission de reconnaissance de qualification pour l'exercice de la profession de géomètre-expert	Décret n° 96-478 du 31 mai 1996 portant règlement de la profession de géomètre expert et code des devoirs professionnels	13	0	0	0	1	1	0	
Commission des comptes du logement	Décret n° 2010-1302 du 29 octobre 2010 relatif aux missions et aux modalités de fonctionnement de la commission des comptes du logement	34	0	0	0	1	1	1	
Commission interministérielle des aides à la localisation des activités	Décret n° 2007-809 du 11 mai 2007 relatif à la prime d'aménagement du territoire pour l'industrie et les services Décret n° 2007-1029 du 15 juin 2007 relatif à la prime d'aménagement du territoire pour la recherche, le développement et l'innovation	9	117	105	267	7	7	7	

Instance	Texte institutif	Nombre de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2014	2015	2016	2014	2015	2016	
7. Cohésion des territoires									
	Arrêté du 3 mars 2010 fixant la composition et les règles de fonctionnement de la commission interministérielle des aides à la localisation des activités, les modalités de constitution et de dépôt des dossiers de demande de prime d'aménagement du territoire, les modalités de notification des décisions, la liste des sections de la nomenclature d'activités ou de produits éligibles à la prime et la date limite de dépôt des demandes de la prime								
Commission nationale de concertation	Loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986 tendant à favoriser l'investissement locatif, l'accession à la propriété de logements sociaux et le développement de l'offre foncière Décret n° 88-274 du 18 mars 1988 portant application de l'article 41 de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986 tendant à favoriser l'investissement locatif, l'accession à la propriété de logements sociaux et le développement de l'offre foncière et relatif à la commission nationale de concertation	21	0	0	0	5	7	7	
Commission nationale de l'aménagement, de l'urbanisme et du foncier	Article L.3211-7 et articles R.3211-13 à R.3211-17 du code général de la propriété des personnes publiques	22	0	0	0	5	3	1	

Instance	Texte institutif	Nombre de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2014	2015	2016	2014	2015	2016	
7. Cohésion des territoires									
Conférence de la ruralité	Loi n° 2005-157 du 23 février 2005 relative au développement des territoires ruraux Décret n° 2005-1424 du 17 novembre 2005 relatif à la composition et au fonctionnement de la conférence de la ruralité	53	0	0	0	0	0	0	
Conseil national de l'habitat	Articles R*. 361-1 et suivants du code de la construction et de l'habitation	74	6	6	4	7	7	5	
Conseil scientifique du plan urbanisme construction architecture	Arrêté interministériel du 23 avril 1998 portant création du plan urbanisme construction architecture	10	0,30	0,30	0,30	1	1	1	
Conseil supérieur de la construction et de l'efficacité énergétique	Décret n° 2015-1554 du 27 novembre 2015 relatif au conseil supérieur de la construction et de l'efficacité énergétique	31	-	0,50	0,7	-	8	11	
Conseil supérieur des habitations à loyer modéré	Articles L.461-2, R*.461-1 et R.461-2 et suivants du code de la construction et de l'habitation	11	0	0	0	5	4	6	
Haut comité pour le logement des personnes défavorisées	Article L.302-9-1-1 du code de la construction et de l'habitation	18	29,55	53,53	51,29	10	16	10	
Observatoire national de la politique de la ville	Loi n° 2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine Décret n° 2015-77 du 27 janvier 2015 relatif aux instances en charge de la politique de la ville	47	-	317	235	-	0	4	

Instance	Texte institutif	Nombre de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2014	2015	2016	2014	2015	2016	
8. Solidarités et santé									
Conseil d'orientation stratégique du centre national des soins palliatifs et de la fin de vie	Décret n° 2016-5 du 5 janvier 2016 portant création du centre national des soins palliatifs et de la fin de vie	15	-	-	0	-	-	1	
Comité consultatif national de l'enseignement des jeunes sourds	Arrêté du 20 août 987 instituant un comité consultatif national de l'enseignement des jeunes sourds	16	5	2	2	5	4	5	
Comité de normalisation des données sociales déclaratives et de leurs échanges	Articles R.133-10 à R.133-12 du code de sécurité sociale	31	0	0	0	7	4	4	
Comité économique des produits de santé	Articles L.162-17-3 et D.162-2-1 et suivants du code de la sécurité sociale	34	1 000	1 020	1 050	70	70	70	
Comité national de l'organisation sanitaire et sociale	Articles L.6121-7 et L.6121-8 et R.6122-1 et suivants du code de la santé publique Article R. 312-178 du code de l'action sociale et des familles	69	18,32	6,10	24,42	6	4	8	
Comité national de pilotage du centre national de relais chargé de la réception et de l'orientation des appels d'urgence des personnes déficientes auditives	Article D.98-8-4 du code des postes et des communications électroniques Arrêté du 1er février 2010 relatif à la composition du comité national de pilotage du centre national de relais chargé de la réception et de l'orientation des appels d'urgence des personnes déficientes auditives	21	1,84	1,80	0	1	1	0	
Comité national du pacte territoire-santé	Article L.1434-14 du code de la santé publique Décret n° 2016-314 du 16 mars 2016 relatif au comité national du pacte territoire-santé	82	-	-	0	-	-	0	
Commission chargée d'émettre un avis sur les qualifications professionnelles des personnes spécialisées en radiophysique médicale titulaires d'un diplôme délivré hors de France	Décret n° 2009-742 du 19 juin 2009 instituant la commission chargée d'émettre un avis sur les qualifications professionnelles des personnes spécialisées en radiophysique médicale titulaires d'un diplôme délivré hors de France	12	0,60	0,80	0,25	1	1	1	
Commission chargée de donner un avis sur les conditions de délivrance du brevet professionnel de préparateur en pharmacie	Articles L.4241-5, L.4241-14 et D.4241-20 à D.4241-25 du code de la santé publique	39	0,08	0	0,70	2	2	2	

Instance	Texte institutif	Nombre de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2014	2015	2016	2014	2015	2016	
8. Solidarités et santé									
Commission consultative de suivi des conséquences des essais nucléaires	Loi n° 2010-2 du 5 janvier 2010 relative à la reconnaissance et à l'indemnisation des victimes des essais nucléaires français Décret n° 2014-1049 du 15 septembre 2014 relatif à la reconnaissance et à l'indemnisation des victimes des essais nucléaires français	19	0	28	39	0	1	1	
Commission consultative nationale d'agrément des établissements de formation en ostéopathie	Décret n° 2014-1043 du 12 septembre 2014 relatif à l'agrément des établissements de formation en ostéopathie	16	0	13,12	2,04	0	13	3	
Commission consultative relative aux régimes de sécurité sociale des ministres des cultes et membres des congrégations religieuses	Articles L.382-15 et L.382-19 et R.382-56 et suivants du code de la sécurité sociale	11	0	0	0	1	0	0	
Commission d'admission des sportifs de haut niveau	Article D.4381-90 du code de la santé publique	14	0	0	0,11	1	2	1	
Commission des comptes de la sécurité sociale	Articles L.114-1 et D.114-1 et suivants du code de la sécurité sociale	67	35	30	30	2	2	2	
Commission des conseillers en génétique	Articles L.1132-3, L.1132-5, R.1132-1, R.1132-2, R.1132-4-1, R.1132-4-2 du code de la santé publique	6	0,50	0	0	1	0	0	
Commission nationale d'agrément des associations représentant les usagers dans les instances hospitalières ou de santé publique	Articles L.1114-1 et R.1114-5 à R.1114-8 du code de la santé publique	14	3,80	4,11	3,15	9	9	10	
Commission nationale d'agrément des conventions collectives des établissements et services sociaux et médico-sociaux à but non lucratif	Articles L.314-6, R.314-197 et R.314-198 du code de l'action sociale et des familles	13	124,62	106,35	106,35	12	11	10	

Instance	Texte institutif	Nombre de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2014	2015	2016	2014	2015	2016	
8. Solidarités et santé									
Commission nationale d'agrément des établissements de formation en chiropraxie	Décret n° 2014-367 du 24 mars 2014 relatif à la formation des chiropracteurs et à l'agrément des établissements de formation en chiropraxie	8	0	0	0	0	0	0	
Commission nationale de biologie médicale	Articles L.6213-12 et R.6213-15 à R.6213-28 du code de la santé publique	23	-	-	0,26	-	-	2	
Commission nationale des accidents médicaux	Articles L.1142-10, L.1142-11 et R.1142-24 et suivants du code de la santé publique	19	23	6,09	17,60	11	2	10	
Commission nationale des formations aux soins d'urgence en situation sanitaire normale et exceptionnelle et aux centres d'enseignement des soins d'urgence (CESU)	Décret n° 2012-565 du 24 avril 2012 relatif à la commission nationale des formations aux soins d'urgence en situation sanitaire normale et exceptionnelle et aux centres d'enseignement des soins d'urgence	15	0	0,50	0	0	1	0	
Commission nationale relative aux professions de prothésiste et orthésiste pour l'appareillage des personnes handicapées	Article D.4364-10-1 du code de la santé publique. Arrêté du 1er février 2011 relatif aux professions de prothésiste et orthésiste pour l'appareillage des personnes handicapées	7	0,80	0	0,12	5	1	2	
Commission permanente chargée de la normalisation du braille français	Arrêté du 20 février 1996 créant une commission permanente chargée de la normalisation du braille français	23	0	0	0	2	1	0	
Commission professionnelle consultative du travail social et de l'intervention sociale	Articles R.451-1 à D.451-1-2 du code de l'action sociale et des familles	40	5	5	4	26	23	20	*Fusion décidée par le CIMAP du 17 juillet 2013 avec la commission professionnelle consultative des métiers du sport et de l'animation. Prolongation de l'instance par le décret n° 2016-1943 du 28 décembre 2016 relatif à la création de la commission professionnelle consultative du travail social et de l'intervention sociale pour une durée de cinq ans.*
Conférence nationale de santé	Articles L.1411-3 et D.1411-37 et suivants du code de la santé publique	120	68	60	37,20	31	17	23	
Conseil national consultatif des personnes handicapées	Articles L.146-1 et D.146-1 et suivants du code de l'action sociale et des familles	190	133,07	122,42	206,67	57	53	53	

Instance	Texte institutif	Nombre de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2014	2015	2016	2014	2015	2016	
8. Solidarités et santé									
Conseil national de l'urgence hospitalière	Décret n° 2012-1138 du 9 octobre 2012 relatif au conseil national de l'urgence hospitalière	50	0	0	0	3	1	2	
Conseil national de pilotage des agences régionales de santé	Articles L.1433-1 et D.1433-1 et suivants du code de la santé publique	18	0,10	0	0	23	24	16	
Conseil national des politiques de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale	Articles L.143-1, R.143-1 et suivants et D.143-6 à D.143-8 du code de l'action sociale et des familles	65	81,53	102,13	106,10	9	10	9	
Conseil national du syndrome immunodéficitaire acquis et des hépatites virales chroniques	Articles D.3121-1 à D.3121-14 du code de la santé publique	26	-	11	34	-	5	52	
Conseil national pour l'accès aux origines personnelles	Articles L.147-1 et suivants et R.147-1 et suivants du code de l'action sociale et des familles	17	28,29	30,30	30,32	3	3	3	
Conseil supérieur de l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes	Articles D.1145-1 et suivants du code du travail	37	0	3,09	1,58	5	3	2	
Conseil supérieur de la Fonction publique hospitalière	Loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière	33	178,53	90	90	22	27	24	
Conseil supérieur de la mutualité	Articles L.411-1 à L.411-3 et Articles R.411-1 à R.411-3 du code de la mutualité	31	0	0	0	9	9	9	
Conseil supérieur de la pharmacie	Articles D. 5125-62 à D.5125-69 du code de la santé publique	25	30	0	0	3	0	0	
Haut conseil à l'égalité entre les femmes et les hommes	Décret n° 2013-8 du 3 janvier 2013 portant création du haut conseil à l'égalité entre les femmes et les hommes	72	0	150	154	60	53	54	
Haut conseil de la santé publique	Articles L.1411-4 et L.1411-5 et R.1411-46 et suivants du code de la santé publique	109	345	480	446	411	455	311	
Haut conseil des professions paramédicales	Articles D.4381-1 et suivants du code de la santé publique	39	4,30	1,60	5,08	6	5	9	
Haut conseil du travail social	Décret n° 2016-905 du 1er juillet 2016 portant création du haut conseil du travail social	59	-	-	6,71	-	-	2	

Instance	Texte institutif	Nombre de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2014	2015	2016	2014	2015	2016	
8. Solidarités et santé									
Haut conseil pour l'avenir de l'assurance maladie	Loi n° 2005-1579 du 19 décembre 2005 de financement de la sécurité sociale pour 2006 Décret n° 2006-1370 du 10 novembre 2006 relatif à la composition et au fonctionnement du haut conseil pour l'avenir de l'assurance maladie	66	418.36	577,30	526,70	10	8	21	
Observatoire économique de l'hospitalisation publique et privée	Articles L.162-21-3 et D.162-17 du code de la sécurité sociale	15	0	0	0	4	4	3	
Observatoire national de la démographie des professions de santé	Décret n° 2010-804 du 13 juillet 2010 relatif aux missions de l'observatoire national de la démographie des professions de santé Décret n° 2017-1331 du 11 septembre 2017 modifiant les missions et la composition de l'Observatoire national de la démographie des professions de santé	39	395,65	303,83	202,97	9	12	5	
Observatoire national de la formation, de la recherche et de l'innovation sur le handicap	Articles L.114-3-1 et D.114-4 et suivants du code de l'action sociale et des familles	53	0	0	0	0	0	0	*Commission en cours de suppression*
Observatoire national de la pauvreté et de l'exclusion sociale	Articles L.144-1 et R.144-1 à R.144-4 du code de l'action sociale et des familles	27	319,81	227,72	211,90	28	28	20	
Observatoire national du suicide	Décret n° 2013-809 du 9 septembre 2013 portant création de l'observatoire national du suicide	54	1,57	1,20	1,50	7	7	10	

Instance	Texte institutif	Nombre de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2014	2015	2016	2014	2015	2016	
9. Économie et finances									
Comité consultatif national de règlement amiable des différends ou litiges relatifs aux marchés publics	Décret n° 2010-1525 du 8 décembre 2010 relatif aux comités consultatifs de règlement amiable des différends ou litiges relatifs aux marchés publics	6	0	11,50	11	0	13	9	
Comité pour les métaux stratégiques	Décret n° 2011-100 du 24 janvier 2011 portant création du comité pour les métaux stratégiques	23	0	0	0	25	14	6	
Commission d'examen des pratiques commerciales	Articles L.440-1 et D.440-1 et suivants du code de commerce	42	4,60	3,70	4,20	4	7	6	
Commission de concertation du commerce	Loi n° 2005-882 du 2 août 2005 en faveur des petites et moyennes entreprises Décret n° 2015-1311 du 19 octobre 2015 relatif à la commission de concertation du commerce	30	-	0	0	-	0	2	
Commission des annales des mines	Arrêté du 16 janvier 2009 fixant le nombre et les attributions des sections du conseil général de l'industrie, de l'énergie et des technologies	10	0	0	0	1	1	2	
Commission des clauses abusives	Articles L.534-1 et suivants et R.534-1 à R.534-3, R.534-15 à R.534-17 du code de la consommation	13	22,76	29,80	30,90	15	9	9	
Commission des comptes commerciaux de la nation	Décret n° 63-100 du 8 février 1963 portant création d'une commission des comptes commerciaux de la nation Décret n° 77-297 du 27 mars 1997 portant réforme de la commission des comptes commerciaux de la nation	40	0	2	2	2	2	2	
Commission interministérielle de coordination des réseaux et des services de communications électroniques pour la défense et la sécurité publique	Article R.1334-2 du code de la défense Arrêté du 28 mai 2001 relatif à la commission interministérielle de coordination des réseaux et des services de télécommunications pour la défense et la sécurité publique	22	0	0	0	3	3	3	
Commission nationale des entreprises du patrimoine vivant	Décret n° 2006-595 du 23 mai 2006 relatif à l'attribution du label entreprise du patrimoine vivant Arrêté du 26 mai 2006 relatif à la procédure d'attribution du label entreprise du patrimoine vivant	22	7,30	7	8,30	6	6	7	
Commission nationale des professions libérales	Décret n° 2011-200 du 21 février 2011 portant création de la commission nationale des professions libérales	55	0	0	0	0	0	0	
Commission nationale des services	Décret n° 2013-666 du 23 juillet 2013 relatif à la commission nationale des services	67	13,80	3,40	0	10	9	5	

Instance	Texte institutif	Nombre de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2014	2015	2016	2014	2015	2016	
9. Économie et finances									
Commission nationale des titres-restaurant	Articles R.3262-36 et suivants du code du travail	21	677	687	554	47	42	48	*Les coûts de fonctionnement ont diminué en 2016 suite au départ de deux agents non remplacés.*
Commission supérieure du numérique et des postes	Articles L.125 et D.570 à D.593 du code des postes et des communications électroniques	17	13,75	0	32,38	13	0	10	
Commissions techniques spécialisées des instruments de mesure	Décret n° 2001-387 du 3 mai 2001 relatif au contrôle des instruments de mesure Arrêté du 8 mars 2002 relatif aux commissions techniques spécialisées des instruments de mesure	57	0	0	0	2	2	3	
Conseil consultatif de gestion du corps des administrateurs des postes et télécommunications	Décret n° 94-892 du 13 octobre 1994 portant création d'un conseil consultatif de gestion du corps des administrateurs des postes et télécommunications	9	0	0	0	1	1	1	
Conseil national de l'industrie	Décret n° 2010-596 du 3 juin 2010 relatif au conseil national de l'industrie	40	0	0	0	11	11	11	
Conseil national de la consommation	Articles D.511-1 et suivants du code de la consommation	90	0	0	0	24	30	30	
Conseil national du numérique	Décret n° 2012-1400 du 13 décembre 2012 relatif au conseil national du numérique	30	120,84	94,53	90,87	251	217	489	
Groupe interministériel de la consommation	Article D.522-1 et suivants du code de la consommation	20	0	0	0	2	2	1	
Groupe interministériel des normes	Décret n° 2009-697 du 16 juin 2009 relatif à la normalisation	29	0	0	0	3	8	3	
Observatoire économique de la commande publique	Décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics Arrêté du 12 avril 2017 relatif au fonctionnement et à la composition de l'observatoire économique de la commande publique	17	-	-	0	-	-	0	
Conseil supérieur de l'économie sociale et solidaire	Loi n° 2014-856 du 31 juillet 2014 relative à l'économie sociale et solidaire Décret n° 2015-732 du 24 juin 2015 relatif au conseil supérieur de l'économie sociale et solidaire	72	0	2	1,09	0	9	64	

Instance	Texte institutif	Nombre de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2014	2015	2016	2014	2015	2016	
10. Culture									
Comité d'experts (entreprises de production phonographique)	Articles 220 *octies* (IV) et 220 Q du code général des impôts	5	0	0	0	6	6	6	
Comité d'orientation pour le fonds stratégique pour le développement de la presse	Décret n° 2012-484 du 13 avril 2012 modifié relatif à la réforme des aides à la presse et au fonds stratégique pour le développement de la presse	17	1,80	1,20	0,90	6	3	3	*En 2016, les attributions du comité d'orientation du fonds stratégique pour le développement de la presse ont évolué, notamment en ce qui concerne les missions de sa formation du club des innovateurs qui émet désormais un avis sur les demandes présentées dans le cadre du fonds de soutien à l'émergence et à l'innovation dans la presse.*
Commission consultative des trésors nationaux	Article L. 111-4 du code du patrimoine Articles R. 111-22 à D. 111-25 du code du patrimoine	12	2,10	1,60	1,50	7	10	6	
Commission consultative pour l'attribution des aides à l'écriture d'œuvres musicales	Décret n° 2014-677 du 24 juin 2014 relatif à l'aide à l'écriture d'œuvres musicales	27	5,30	4,54	4,30	1	1	1	
Commission consultative pour l'attribution des aides aux projets artistiques dans les domaines des arts de la rue et des arts du cirque	Décret n° 2014-1651 du 26 décembre 2014 relatif à l'attribution des aides aux projets artistiques dans les domaines des arts de la rue et des arts du cirque	15	0	0,10	1,50	0	1	1	
Commission pour la rémunération de la copie privée	Articles L. 311-5, R. 311-1 et suivants et 311-8 du code de la propriété intellectuelle	25	15,36	15,36	15,96	0	2	13	
Commission d'acquisition compétente pour les musées nationaux érigés en services à compétence nationale et les musées nationaux du château de	Décret n° 2016-924 du 5 juillet 2016 instituant une commission d'acquisition compétente pour les musées nationaux érigés en services à compétence nationale et les musées nationaux du château de Fontainebleau, de la céramique à Sèvres et Adrien Dubouché à Limoges	22	-	-	1,10	-	-	3	

Instance	Texte institutif	Nombre de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2014	2015	2016	2014	2015	2016	
10. Culture									
Fontainebleau, de la céramique à Sèvres et Adrien Dubouché à Limoges									
Commission d'agrément relative à l'institution d'une garantie de l'État	Loi n° 93-20 du 7 janvier 1993 relative à l'institution d'une garantie de l'État pour certaines expositions temporaires d'œuvres d'art Décret n° 93-947 du 23 juillet 1993 pris pour l'application de la loi n° 93-20 du 7 janvier 1993	5	0	0	0	2	0	1	
Commission d'arbitrage relative à la perception de la taxe fiscale sur les spectacles	Décret n° 2004-117 du 4 février 2004 pris en application des articles 76 et 77 de la loi de finances rectificative pour 2003 définissant les catégories de spectacles et déterminant, pour l'Association pour le soutien du théâtre privé, les types d'aide et leurs critères d'attribution	8	0	0	0	1	0	0	*La commission d'arbitrage relative à la perception de la taxe fiscale sur les spectacles demeure en fonction jusqu'à la date d'installation de la commission de médiation relative à la perception de la taxe fiscale sur les spectacles (article 6 du décret n° 2017-721 du 2 mai 2017 relatif aux catégories de spectacles et critères d'affectation des taxes perçues en application des articles 76 et 77 de la loi de finances rectificative pour 2003).*
Commission d'enrichissement de la langue française	Décret n° 96-602 modifié du 3 juillet 1996 relatif à l'enrichissement de la langue française	19	0	0	0	10	11	11	
Commission d'évaluation des professeurs des écoles nationales supérieures d'art	Décret n° 2002-1520 du 23 décembre 2002 fixant les dispositions statutaires applicables au corps des professeurs des écoles nationales supérieures d'art	7	0	0	0	2	2	2	
Commission d'évaluation scientifique des conservateurs du patrimoine	Décret n° 2013-788 du 28 août 2013 portant statut particulier du corps des conservateurs du patrimoine	20	0	0	0	0	3	3	
Commission de classification des œuvres cinématographiques	Articles R. 211-29 à R. 211-47 du code du cinéma et de l'image animée	29	218,5	219,4	236,50	65	77	72	*L'augmentation de coût de fonctionnement entre 2015 et 2016 est en particulier due à la fin de l'abattement d'assiette de 20 % sur*

Instance	Texte institutif	Nombre de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2014	2015	2016	2014	2015	2016	
10. Culture									
									les charges URSSAF maladie et vieillesse sur les indemnités versées aux collaborateurs occasionnels du service public.
Commission de conciliation pour le droit d'exploitation des œuvres des journalistes	Articles L. 132-44 et R. 132-18 et suivants du code de la propriété intellectuelle Décret n° 2011-126 du 28 janvier 2011 relatif aux conditions de rémunération du président de la commission prévue à l'article L. 132-44 du code de la propriété intellectuelle	13	3	2	2	7	5	4	
Commission de l'aide à l'innovation et à la transition numérique de la musique enregistrée	Décret n° 2016-1422 du 21 octobre 2016 instituant une aide à l'innovation et à la transition numérique de la musique enregistrée	11	-	-	0	-	-	2	
Commission de la rémunération équitable	Articles L. 214-4 et R. 214-1 à R. 214-7 du code de la propriété intellectuelle	23	0	0	15,36	0	0	0	*L'augmentation de coût de fonctionnement s'explique par le versement d'une rémunération à divers collaborateurs.*
Commission de médiation relative à la perception de la taxe fiscale sur les spectacles	Décret n° 2017-721 du 2 mai 2017 relatif aux catégories de spectacles et critères d'affectation des taxes perçues en application des articles 76 et 77 de la loi de finances rectificative pour 2003		-	-	0	-	-	0	*La commission d'arbitrage relative à la perception de la taxe fiscale sur les spectacles demeure en fonction jusqu'à la date d'installation de la commission de médiation relative à la perception de la taxe fiscale sur les spectacles (article 6 du décret n° 2017-721 du 2 mai 2017 relatif aux catégories de spectacles et critères d'affectation des taxes perçues en application des articles 76 et 77 de la loi de finances rectificative pour 2003).*
Commission de récolement des dépôts d'œuvres d'art	Articles D. 113-27 à D. 113-29 du code du patrimoine	25	5,97	1,20	0,82	9	8	8	

Instance	Texte institutif	Nombre de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2014	2015	2016	2014	2015	2016	
10. Culture									
Commission des droits des artistes-interprètes et des producteurs pour la réalisation d'une œuvre audiovisuelle	Articles L. 212-9 et R. 212-1 et suivants du code de la propriété intellectuelle	25	0	0	0	0	0	0	
Commission du fonds de soutien à l'expression radiophonique locale	Décret n° 2006-1067 du 25 août 2006 pris pour l'application de l'article 80 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication	11	6,86	8,72	8,48	11	11	9	
Commission interministérielle d'agrément pour la conservation du patrimoine artistique national	Article 310 G (II) Annexe II au code général des impôts	5	0,07	0,05	0,05	4	4	2	
Commission nationale culture handicap	Arrêté du 1er février 2001 portant création de la commission nationale culture-handicap	74	3,04	0	4,78	1	0	1	
Commission nationale de reconnaissance des qualifications professionnelles d'architecte	Loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 sur l'architecture Décret n° 2009-1490 du 2 décembre 2009 relatif à la reconnaissance des qualifications professionnelles pour l'exercice de la profession d'architecte	15	0,66	0	0,44	1	0	1	
Commission nationale des centres culturels de rencontre	Arrêté du 5 juillet 1996 portant création d'une commission nationale des centres culturels de rencontre	17	0	1	1	0	1	1	
Commission nationale du patrimoine et de l'architecture	Loi n° 2016-925 du 7 juillet 2016 relative à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine Décret n° 2017-456 du 29 mars 2017 relatif au patrimoine mondial, aux monuments historiques et aux sites patrimoniaux remarquables	148	-	-	0	-	-	0	
Commission professionnelle consultative du spectacle vivant	Arrêté du 19 juin 2006 portant création de la commission professionnelle consultative du spectacle vivant	39	10	10	10	3	3	2	
Commission relative aux demandes de changement d'affectation des salles de spectacles	Arrêté du 18 avril 1947 portant création d'une commission chargée de donner un avis sur les demandes de changement d'affectation des salles de spectacle	12	0	0	0	1	0	0	
Commission scientifique des musées nationaux réunie en commission des prêts et dépôts	Article D. 422-4 du code du patrimoine	15	0	0	0	10	10	10	
Commission scientifique nationale des musées de France	Articles L.451-1 et D. 451-1 à D. 451-6 du code du patrimoine	35	0	0	0	0	0	0	

Instance	Texte institutif	Nombre de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2014	2015	2016	2014	2015	2016	
10. Culture									
Commission scientifique nationale des collections	Articles L. 115-1 et L. 115-2 et R.115-1 à R.115-4 du code du patrimoine	88	0	0	0	11	4	1	
Conseil artistique des musées nationaux	Articles L. 451-1, R. 422-5 et D. 422-6 et suivants du code du patrimoine	23	5	2,30	3	8	8	7	
Conseil des Arts et Lettres	Décret n° 57-549 du 2 mai 1957 portant institution de l'ordre des Arts et des Lettres	16	0	0	0	3	3	3	
Conseil national de l'inventaire général du patrimoine culturel	Articles D. 144-1 à D. 144-5 du code du patrimoine	15	1,50	0,80	0,60	7	2	1	
Conseil national de la recherche archéologique	Articles R. 545-1 et suivants du code du patrimoine	31	17,10	32	25,47	2	4	5	
Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche artistiques et culturels	Articles L. 239-1 et D. 239-1 à 239-18 du code de l'éducation	70	-	-	0	-	-	0	*Le conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche artistiques et culturels a été créé par la loi n° 2016-925 du 7 juillet 2016 relative à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine. Les attributions, la composition ainsi que les règles de fonctionnement du conseil ayant été définies par le décret n° 2017-778 du 4 mai 2017, aucune réunion n'a eu lieu en 2016.*
Conseil national des œuvres dans l'espace public dans le domaine des arts plastiques	Décret n° 2016-1154 du 24 août 2016 portant création du conseil national des œuvres dans l'espace public dans le domaine des arts plastiques	18	-	-	0	-	-	0	*Les membres du conseil n'ayant été désignés qu'en mars 2017, aucune réunion ne s'est tenue au cours de l'année 2016.*
Conseil national des professions du spectacle	Décret n° 2013-353 du 25 avril 2013 relatif au conseil national des professions de spectacle	90	0	0	0	1	1	0	

Instance	Texte institutif	Nombre de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2014	2015	2016	2014	2015	2016	
10. Culture									
Conseil national des villes et pays d'art et d'histoire	Arrêté du 5 mai 1995 portant création d'un conseil national des villes et pays d'art et d'histoire	13	0,24	0,08	0,14	1	1	2	
Conseil scientifique de la grotte de Lascaux	Arrêté du 15 février 2010 portant création du conseil scientifique de la grotte de Lascaux	14	20,64	11,61	8,40	4	2	3	
Conseil scientifique du laboratoire de recherche des monuments historiques	Arrêté du 4 janvier 2000 érigeant le laboratoire de recherche des monuments historiques en service à compétence nationale	22	2,30	0	0	1	0	0	
Conseil supérieur de la propriété littéraire et artistique	Arrêté du 10 juillet 2000 portant création du conseil supérieur de la propriété littéraire et artistique	57	79,80	67	66,59	85	95	75	
Conseil supérieur des archives	Article L. 211-2-1 du code du patrimoine Arrêté du 21 janvier 1988 portant création du conseil supérieur des archives	44	0	0	0	1	0	2	
Haut comité des commémorations nationales (précédemment Haut comité pour les célébrations nationales)	Arrêté du 23 septembre 1998 portant création d'un haut comité des célébrations nationales auprès du ministre chargé de la culture	12	0	0	0	3	5	4	
Haut conseil des musées de France	Articles L. 430-1 et L. 430-2 et R. 430-1à R. 430-4 du code du patrimoine	23	0	0	1,50	2	1	2	

Instance	Texte(s) institutif(s)	Nombre de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2014	2015	2016	2014	2015	2016	
11. Travail									
Comité du dialogue social pour les questions européennes et internationales	Décret n° 98-1080 du 30 novembre 1998 portant création d'un comité du dialogue social pour les questions européennes et internationales	16	0	0	0	9	10	9	
Commission d'évaluation de la sous-déclaration des accidents du travail et des maladies professionnelles	Article L.176-2 du code de la sécurité sociale Arrêté du 14 février 2011 relatif à la composition de la commission prévue à l'article L.176-2 du code de la sécurité sociale	12	0	0	0	5	0	0	
Commission des accords de retraite et de prévoyance	Article L.911-3 du code de la sécurité sociale Décret du 15 juin 1959 fixant la composition de la commission prévue par l'ordonnance n° 59-238 du 4 février 1959 relative aux régimes complémentaires de retraites Décret n° 2002-180 du 13 février 2002 modifiant la composition de la commission prévue à l'article L.911-3 du code de la sécurité sociale Décret n° 2003-903 du 19 septembre 2003 modifiant les règles de fonctionnement de la commission prévue à l'article L.911-3 du code de la sécurité sociale	32	0	0	0	5	6	5	
Commission nationale de conciliation des conflits collectifs de travail	Articles L.2522-1 à L.2522-7, R.2522-3 et R.2522-4, R.2522-8, R.2522-12 à R. 2522-23 du code du travail	12	0	0	0	0	0	0	*Suppression décidée par le CIMAP du 17 juillet 2013*
Commission nationale de la certification professionnelle	Articles L.335-6, R.335-24 et suivants du code de l'éducation	32	21,73	28,18	39,94	52	36	46	
Commission nationale de la négociation collective	Articles L.2271-1, L.2272-1 et L.2272-2 et R.2272-1 et suivants du code du travail	40	2,10	0,60	0,70	14	21	20	
Commissions professionnelles consultatives	Articles L.335-6 et R.338-1 du code de l'éducation Arrêté du 2 juillet 2009 relatif à la composition et au fonctionnement des commissions professionnelles consultatives instituées auprès du ministère chargé de l'emploi	140	1 244	1 037	600	42	56	46	
Conseil d'orientation de la participation, de l'intéressement, de l'épargne salariale et de l'actionnariat salarié	Articles L.3346-1 et D.3346-1 et suivants du code du travail	35	0	0,55	0	3	1	0	

Instance	Texte(s) institutif(s)	Nombre de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2014	2015	2016	2014	2015	2016	
11. Travail									
Conseil d'orientation sur les conditions de travail	Articles R.4641-1 et suivants du code du travail	54	12,60	11,80	17,30	40	50	65	
Conseil national de l'emploi, de la formation et de l'orientation professionnelles	Article L.6123-1 du code du travail Décret n° 2014-965 du 22 août 2014 relatif aux missions, à la composition et au fonctionnement du conseil national de l'emploi, de la formation et de l'orientation professionnelles	57	0	42,53	39,38	0	45	68	
Conseil national de l'insertion par l'activité économique	Loi n° 91-1 du 3 janvier 1991 tendant au développement de l'emploi par la formation dans les entreprises, l'aide à l'insertion sociale et professionnelle et l'aménagement du temps de travail, pour l'application du troisième plan pour l'emploi Décret n° 91-422 du 7 mai 1991 relatif au conseil national de l'insertion par l'activité économique	42	6	6	5,60	3	2	3	
Conseil supérieur de la prud'homie	Articles L.1431-1 et R.1431-1 et suivants du code du travail	27	5,20	4	11,60	2	2	7	
Haut Conseil du dialogue social	Articles L.2122-11 et R.*2122-1 et suivants du code du travail Décret n° 2008-1163 du 13 novembre 2008 relatif au haut conseil du dialogue social	16	3,10	2,20	2,10	7	5	9	

Instance	Texte institutif	Nombre de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2014	2015	2016	2014	2015	2016	
12. Éducation nationale									
Comité consultatif du fonds pour le développement de la vie associative	Décret n° 2011-2121 du 30 décembre 2011 relatif au fonds pour le développement de la vie associative	25	1,41	1,38	0,30	3	4	4	
Commissions professionnelles consultatives instituées auprès du ministre chargé de l'éducation nationale	Article L.335-6 du code de l'éducation Décret n° 2012-965 du 20 août 2012 modifié relatif aux commissions professionnelles consultatives instituées auprès du ministre chargé de l'éducation nationale Arrêté du 20 août 2012 relatif aux commissions consultatives instituées auprès du ministre chargé de l'éducation nationale	620	237,06	362	283,70	40	40	25	
Conseil national d'évaluation du système scolaire	Articles L.241-12 à L. 241-15 et D.241-36 à D.241-38 du code de l'éducation	14	110,50	181	251,40	4	4	3	*L'augmentation du coût de fonctionnement en 2016 est liée à l'augmentation des activités du conseil qui ont notamment porté sur l'organisation de conférences de comparaisons internationales (école et handicap – janvier 2016- enseignement professionnel – mai 2016) et sur la compréhension de la lecture (mars 2016), sur la mise en place de conférences virtuelles interactives (compréhension de la lecture…), sur l'organisation de forum en région, sur la production de rapports.*
Conseil national de la vie lycéenne	Articles D.511-59 et suivants du code de l'éducation	64	4,53	17,46	5,41	2	3	1	
Conseil national des associations éducatives complémentaires de l'enseignement public	Articles D.551-7 à D.551-9 et D.551-12 du code de l'éducation	25	0	0	0	5	5	5	
Conseil national éducation économie	Décret n° 2013-539 du 25 juin 2013 portant création du conseil national éducation économie	34	0	1,57	6,20	3	4	3	

Instance	Texte institutif	Nombre de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2014	2015	2016	2014	2015	2016	
12. Éducation nationale									
Conseil supérieur de l'éducation	Articles L.231-1 et suivants et R.231-1 et suivants du code de l'éducation	98	10,40	15,30	10,80	12	13	9	
Conseil supérieur des programmes	Articles L.231-14 à L.231-17 et D. 231-34 à D. 231-42 du code de l'éducation	18	165,14	299,48	69,80	159	90	23	*La diminution du nombre de réunions s'explique par une baisse du nombre de programmes à élaborer nécessitant la mise en place de groupes d'experts. De plus, les travaux des groupes ont été souvent conduits à distance.*
Haut conseil de l'éducation artistique et culturelle	Articles L.312-8 et D.312-7 et suivants du code de l'éducation	24	0	0	0	1	0	2	
Observatoire national de la sécurité et de l'accessibilité des établissements d'enseignement	Articles D.239-25 à D.239-33 du code de l'éducation	51	9,40	11,40	10,90	54	70	77	

Instance	Texte institutif	Nombre de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2014	2015	2016	2014	2015	2016	
13. Agriculture et alimentation									
Comité national de gestion des risques en agriculture	Articles L.361-8 et D.361-8 et suivants du code rural et de la pêche maritime	19	0,67	1,29	0,69	6	8	6	
Comité national de la gestion des risques en forêt	Articles L.261-4, D.351-1 et D.351-2 du code forestier	13	0	0	0	1	0	1	
Comité technique permanent de la sélection des plantes cultivées	Articles D.661-1 à D.661-11 du code rural et de la pêche maritime	60	0	0	0	50	50	50	
Commission consultative paritaire nationale des baux ruraux	Article L.411-11 et R.414-5 du code rural et de la pêche maritime	22	0	0	0	0	0	0	
Commission de conciliation dans les professions agricoles	Articles L.2522-1 à L.2522-7 du code du travail	13	0	0	0	0	0	0	*Suppression décidée par le CIMAP du 17 juillet 2013*
Commission des comptes de l'agriculture de la nation	Décret n° 2001-863 du 14 septembre 2001 relatif à la commission des comptes de l'agriculture de la nation	22	2,70	2,70	2,70	2	2	2	
Commission des produits phytopharmaceutiques, des matières fertilisantes et des supports de culture	Article D.253-55 du code rural et de la pêche maritime Arrêté du 10 mars 2010 fixant la composition de la commission des produits phytopharmaceutiques, des matières fertilisantes et des supports de culture	75	0	0	0	1	1	1	
Commission nationale d'amélioration génétique, commissions et comités en dépendant	Articles D.653-1, D.653-2 et D.653-3 du code rural et de la pêche maritime	111	0	0	0	23	13	10	
Commission nationale des enseignants chercheurs relevant du ministre chargé de l'agriculture	Décret n° 92-172 du 21 février 1992 relatif à la commission nationale des enseignants-chercheurs relevant du ministre chargé de l'agriculture	240	0	0	0	2	2	2	
Commission professionnelle consultative des métiers de l'agriculture, de la transformation, des services et de l'aménagement des espaces et de ses commissions nationales spécialisées	Article L.335-6 du code de l'éducation Articles D.814-48 à D.814-51 du code rural et de la pêche maritime	56	0	0	0	14	8	12	*Commission renouvelée pour une durée d'un an par le décret n° 2017-1290 du 21 août 2017 portant prorogation de la commission professionnelle consultative des métiers de l'agriculture, de la transformation, des services et de l'aménagement des espaces*

Instance	Texte institutif	Nombre de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2014	2015	2016	2014	2015	2016	
13. Agriculture et alimentation									
Commission supérieure des maladies professionnelles en agriculture	Articles D.751-19 et suivants du code rural et de la pêche maritime	31	0	0	0	3	2	0	
Conseil national d'orientation de la politique sanitaire animale et végétale	Articles D.200-2 à D.200-4 du code rural et de la pêche maritime	19	0	0	0	9	11	8	
Conseil national de l'alimentation	Articles D.824-1 à D.824-8 du code de la consommation	67	270	270	270	25	17	20	
Conseil national de l'enseignement agricole	Articles L.814-1 et L.814-2 et R.814-1 à R.814-9 du code rural et de la pêche maritime	64	0	0	0	6	7	9	
Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche agricole, agroalimentaire et vétérinaire	Articles L.814-3 et L.814-4 et R.814-10 à R.814-30 du code rural et de la pêche maritime	45	0	0	0	6	6	7	
Conseil national de la spécialisation vétérinaire	Article R.814-32 du code rural et de la pêche maritime	24	0	0	0	2	1	0	
Conseil supérieur d'orientation et de coordination de l'économie agricole et alimentaire et commissions techniques	Articles L.611-1, R.611-1 et D.611-4 et suivants du code rural et de la pêche maritime	37	0	0	0	3	1	2	
Conseil supérieur de la forêt et du bois	Article L.113-1, D.113-1 à D.113-5 du code forestier	64	-	0	0	-	1	1	
Conseil supérieur des prestations sociales agricoles	Article L.731-35-1, D.721-1 à D.721-9 et suivants du code rural et de la pêche maritime	35	0	0	0	4	3	5	
Observatoire de l'alimentation	Articles L.230-3 et D.230-1 et suivants du code rural et de la pêche maritime	25	990	450	450	13	5	6	
Observatoire de la formation des prix et des marges des produits alimentaires	Articles L.682-1 et D.682-1 et suivants du code rural et de la pêche maritime	36	0	0	0	4	4	4	
Observatoire des espaces naturels, agricoles et forestiers	Articles L.112-1 et D.112-1-12 et suivants du code rural et de la pêche maritime	23	-	0	0	-	0	2	

Instance	Texte(s) institutif(s)	Nombre de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2014	2015	2016	2014	2015	2016	
14. Action et comptes publics									
Collège national de second examen du rescrit	Articles L.80 CB et R.*80 CB-2 à R.*80 CB-6 du livre des procédures fiscales	6	0	0	0	5	6	11	
Comité consultatif de la législation et de la réglementation financières	Articles L.614-2, D.614-2 et D.614-3 du code monétaire et financier Articles L.411-2, R.411-2 et R.411-3 du code des assurances	19	0	0	0	17	16	14	
Comité consultatif du secteur financier	Articles L.614-1, D.614-1 et D.614-3 du code monétaire et financier Articles L.411-1, R.411-2 et R.411-3 du code des assurances	32	219,80	222,50	95,30	8	60	43	*La baisse des coûts de fonctionnement s'explique par l'absence de frais d'études en 2016.*
Comité d'engagement de la garantie de l'Etat accordée aux préfinancements et cautionnements délivrés pour la construction de navires civils	Décret n° 2006-563 du 17 mai 2006 fixant les conditions et modalités d'application de l'article 119 de la loi n° 2005-1720 du 30 décembre 2005 de finances rectificative pour 2005, relatif au régime de garantie de l'Etat en faveur des sociétés du secteur de la construction navale	5	0	0	0	2	1	1	
Comité de coordination stratégique en matière de retraites de l'Etat	Décret n° 2009-1054 du 26 août 2009 instituant un comité de coordination stratégique en matière de retraites de l'Etat	18	0	0	0	3	2	2	
Comité de l'abus de droit fiscal	Article L.64 du livre des procédures fiscales	14	8,70	6,70	10,80	12	8	12	
Comité de suivi et de propositions de la convention visant à améliorer l'accès à l'emprunt et à l'assurance des personnes présentant un risque de santé aggravé	Articles L.1141-2 et suivants du code de la santé publique	23	0	0	0	3	5	5	
Comité du contentieux fiscal, douanier et des changes	Loi n° 77-1453 du 29 décembre 1977 accordant des garanties de procédure aux contribuables en matière fiscale et douanière	24	26	22	18	46	38	33	
Comité du label	Décret n° 2009-318 du 20 mars 2009 relatif au conseil national de l'information statistique et au comité du secret statistique Arrêté du 2 mai 2013 relatif aux modalités d'organisation du comité du label de la statistique publique	32	0	0	0	22	21	24	

Instance	Texte(s) institutif(s)	Nombre de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2014	2015	2016	2014	2015	2016	
14. Action et comptes publics									
Comité du secret statistique	Loi n° 51-711 du 7 juin 1951 sur l'obligation, la coordination et le secret en matière de statistiques Décret n° 2009-318 modifié du 20 mars 2009 relatif au conseil national de l'information statistique, au comité du secret statistique et au comité du label de la statistique publique	24	0	0	0	3	5	4	
Comité interministériel consultatif d'action sociale des administrations de l'État et ses cinq commissions permanentes : logement et restauration ; famille, enfance, culture, loisirs, sports, vacances et retraités ; pilotage des SRIAS ; budget	Décret n° 2006-21 du 6 janvier 2006 relatif à l'action sociale au bénéfice des personnels de l'Etat Arrêté du 29 juin 2006 fixant la composition et le fonctionnement du comité interministériel consultatif d'action sociale des administrations de l'Etat	22	66,20	88,38	96,01	29	30	29	
Comité national de lutte contre la fraude	Décret n° 2008-371 du 18 avril 2008 relatif à la coordination de la lutte contre la fraude et création d'une délégation nationale	35	0	0	0	2	2	2	
Commission chargée d'apprécier l'aptitude à exercer les fonctions d'inspecteur général ou de contrôleur général	Loi n° 84-834 du 13 septembre 1984 relative à la limite d'âge dans la fonction publique et le secteur public Décret n° 94-1085 du 14 décembre 1994 relatif aux modalités de nomination au tour extérieur dans certains corps d'inspection et de contrôle de la fonction publique de l'Etat	6	0	0	0,34	11	12	10	
Commission compétente pour les tarifs des évaluations foncières	Article 1652 *bis* du code général des impôts	9	0	0	0	0	0	0	
Commission consultative chargée d'émettre toutes propositions de nature à maintenir l'équilibre du régime d'allocations viagères des gérants de débits de tabac	Décret n° 63-1104 du 30 octobre 1963 relatif au régime d'allocations viagères des gérants de débits de tabac Arrêté du 13 novembre 1963 pris pour l'application du décret du 30 octobre 1963	10	0	0	0	2	2	2	
Commission consultative des jeux et paris sous droits exclusifs	Loi n° 2010-476 du 12 mai 2010 relative à l'ouverture à la concurrence et à la régulation du secteur des jeux d'argent et de hasard en ligne Décret n° 2011-252 du 9 mars 2011 relatif à l'observatoire des jeux, à la commission consultative des jeux de cercles et de casinos	11	1,50	1,80	2,07	9	8	3	

Instance	Texte(s) institutif(s)	Nombre de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2014	2015	2016	2014	2015	2016	
14. Action et comptes publics									
	et à la commission consultative des jeux et paris sous droits exclusifs Arrêté du 6 mai 2011 pris en application du décret n° 2011-252 du 9 mars 2011								
Commission consultative relative au refus d'agrément pour déduction fiscale	Article 217 *undecies* du code général des impôts Articles 46 *quaterdecies* V et 46 *quaterdecies* W de l'annexe III au code général des impôts	8	0	0	0	4	1	10	
Commission d'agrément pour l'exécution des travaux cadastraux en France métropolitaine en Alsace-Moselle	Loi du 31 mars 1884 relative au renouvellement et à la conservation du cadastre en Alsace-Lorraine Arrêté du 20 mai 1950 relatif à l'agrément des géomètres privés pour l'exécution des travaux cadastraux dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle	4	0	0	0	1	1	1	
Commission d'équivalence pour les candidats titulaires d'un diplôme ou d'un titre spécifique portant sur une spécialité de formation précise	Décret n° 2007-196 du 13 février 2007 relatif aux équivalences de diplômes requises pour se présenter aux concours d'accès aux corps et cadres d'emplois de la fonction publique	5	0	0	15	15	20	15	
Commission de certification des comptes des organismes payeurs FEOGA FEAGA FEADER	Décret n° 2007-805 du 11 mai 2007 instituant une commission de certification des comptes des organismes payeurs des dépenses financées par les fonds européens agricoles	5	102,50	86,80	67,10	8	7	12	
Commission de réforme	Article L.31 et R.45 et suivants du code des pensions civiles et militaires de retraite	7	0			10			
Commission des garanties et du crédit au commerce extérieur	Loi n° 49-874 du 5 juillet 1949 relative à diverses dispositions d'ordre économique et financier Décret n° 49-1077 du 4 août 1949 relatif à la composition et au fonctionnement de la commission des garanties et du crédit au commerce extérieur	10	0	0	0	30	27	26	
Commission économique de la nation	Décret n° 99-416 du 26 mai 1999 portant suppression de la commission des comptes et des budgets économiques de la nation et création de la commission économique de la nation	14	0	0	0	2	2	0	

Instance	Texte(s) institutif(s)	Nombre de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2014	2015	2016	2014	2015	2016	
14. Action et comptes publics									
Commission interministérielle d'audit salarial du secteur public	Décret n° 53-707 du 9 août 1953 relatif au contrôle de l'Etat sur les entreprises publiques nationales et certains organismes ayant un objet d'ordre économique ou social Arrêté du 3 février 2005 relatif à la composition de la commission prévue à l'article 6 du décret n° 53-707 du 9 août 1953	12	0	0	11,70	75	76	88	
Commission interministérielle de coordination des contrôles sur les opérations et les bénéficiaires et redevables relevant des fonds communautaires agricoles de garantie	Décret n° 96-389 du 10 mai 1996 instituant une commission interministérielle de coordination des contrôles sur les opérations et les bénéficiaires et redevables relevant des fonds communautaires agricoles de garantie	12	0	74,38	133,80	9	9	9	*L'évolution des coûts de fonctionnement est liée à des déplacements en provinces.*
Commission nationale d'évaluation du recensement de la population	Décret n° 2009-318 du 20 mars 2009 relatif au conseil national de l'information statistique et au comité du secret statistique Arrêté du 17 juin 2009 relatif aux modalités d'organisation de la commission nationale d'évaluation du recensement de la population	25	1	1	1	2	2	2	
Commission nationale des sanctions	Articles L.561-38 et suivants et R.561-43 et suivants du code monétaire et financier	7	12	25	25	5	25	22	
Commission pour la désignation des agents des douanes des catégories A et B habilités à effectuer des enquêtes judiciaires	Articles 28-1 et R.15-33-1 et R.15-33-2 du code de procédure pénale	8	0	0	0	1	0	1	
Commission pour la transparence et la qualité des opérations immobilières de l'Etat	Décret n° 2012-203 du 10 février 2012 relatif à la commission pour la transparence et la qualité des opérations immobilières de l'Etat	6	6	6	5,60	9	10	9	
Conseil commun de la fonction publique	Loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires Décret n° 2012-148 du 30 janvier 2012 relatif au conseil commun de la fonction publique Décret n° 2016-1320 du 5 octobre 2016 modifiant le décret n° 2012-148 du 30 janvier 2012 relatif au conseil commun de la fonction publique	55	37,20	65,02	84,70	6	8	12	

Instance	Texte(s) institutif(s)	Nombre de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2014	2015	2016	2014	2015	2016	
14. Action et comptes publics									
Conseil d'orientation de la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme	Articles D.561-51 et suivants du code monétaire et financier	24	0	0	0	0	1	4	
Conseil de l'immobilier de l'Etat	Décret n° 2006-1267 du 16 octobre 2006 instituant un conseil de l'immobilier de l'Etat	16	7,90	8,40	8,40	17	19	19	
Conseil de normalisation des comptes publics	Loi n° 2001-1275 du 28 décembre 2001 de finances pour 2002 Arrêté du 29 avril 2009 relatif au conseil de normalisation des comptes publics	240	68,12	70,10	64,60	99	65	103	
Conseil national de l'information statistique	Loi n° 51-711 du 7 juin 1951 sur l'obligation, la coordination et le secret en matière de statistiques Décret n° 2009-318 modifié du 20 mars 2009 relatif au conseil national de l'information statistique, au comité du secret statistique et au comité du label de la statistique publique	44	53	39	65	21	18	21	*L'augmentation des coûts de fonctionnement s'explique par l'organisation d'un colloque, la prestation d'un sociologue et l'impression des rapports en quadrichromie.*
Conseil supérieur de la fonction publique de l'État	Loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat Décret n° 2012-225 du 16 février 2012 relatif au conseil supérieur de la fonction publique de l'État	20	130	92,59	78,50	9	13	11	
Conseil supérieur de la fonction publique siégeant comme commission de recours	Décret n° 2012-225 du 16 février 2012 relatif au conseil supérieur de la fonction publique de l'Etat	27	18	15,19	60,91	9	6	10	
Observatoire de l'épargne réglementée	Articles L.221-9 et R.221-12 du code monétaire et financier	11	0	0	0	0	2	2	
Observatoire des jeux	Loi n° 2010-476 du 12 mai 2010 relative à l'ouverture à la concurrence et à la régulation du secteur des jeux d'argent et de hasard en ligne Décret n° 2011-252 du 9 mars 2011 relatif à l'observatoire des jeux, à la commission consultative des jeux de cercles et de casinos et à la commission consultative des jeux et paris sous droits exclusifs	10	39,02	79,68	95,27	3	3	1	

Instance	Texte institutif	Nombre de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2014	2015	2016	2014	2015	2016	
15. Enseignement supérieur, recherche et innovation									
Comité consultatif pour l'enseignement supérieur privé	Articles L.732-3 et D.732-5 et suivants du code de l'éducation	14	1,40	2,50	2,34	2	5	5	
Comité d'expertise pour les recherches, les études et les évaluations dans le domaine de la santé (CEREES)	Loi n° 2016-41 du 26 janvier 2016 de modernisation de notre système de santé Décret n° 2016-1872 du 26 décembre 2016 modifiant le décret n° 2005-1309 du 20 octobre 2005 pris pour l'application de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés	21	-	-	-	-	-	-	
Comité de suivi des cycles licence, master et doctorat	Arrêté du 3 mars 2017 relatif au comité de suivi des cycles licence, master et doctorat	41	-	-	-	-	-	-	
Commission chargée d'émettre un avis sur les diplômes étrangers dont les titulaires demandent l'autorisation de faire usage professionnel du titre de psychologue	Décret n° 90-255 du 22 mars 1990 fixant la liste des diplômes permettant de faire usage professionnel du titre de psychologue en France Arrêté du 26 décembre 1990 fixant la composition de la commission chargée d'émettre un avis sur les diplômes étrangers dont les titulaires demandent l'autorisation de faire usage du titre de psychologue	18	5,50	5,50	5,50	4	4	4	
Commission consultative nationale des instituts universitaires de technologie et des instituts universitaires professionnalisés	Arrêté du 19 avril 1995 relatif à la commission consultative nationale des instituts universitaires de technologie et des instituts universitaires professionnalisés	34	12,90	11,20	12,80	8	7	8	
Commission consultative pour la formation professionnelle des experts-comptables	Décret n° 2012-432 du 30 mars 2012 relatif à l'exercice de l'activité d'expertise comptable	21	1	1	1	2	1	2	
Commission d'évaluation des formations et diplômes de gestion	Décret n° 2001-295 du 4 avril 2001 portant création de la commission d'évaluation des formations et diplômes de gestion	16	8,10	7,10	6,27	10	8	11	
Commission des titres d'ingénieurs	Articles L.642-3 et L.642-4 du code de l'éducation	32	76,20	75,40	72,95	37	28	27	
Commission nationale de l'expérimentation animale	Articles R.214-130 et suivants du code rural et de la pêche maritime	21	1,20	3,34	1	2	5	4	

Instance	Texte institutif	Nombre de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2014	2015	2016	2014	2015	2016	
15. Enseignement supérieur, recherche et innovation									
Commission nationale de labellisation des structures de transfert et de diffusion de technologies	Décret n° 2014-16 du 8 janvier 2014 portant création de la commission nationale de labellisation des structures de transfert et de diffusion de technologies	12	55,13	44,12	46,35	1	1	1	*Les dossiers font l'objet d'un examen par l'association française de normalisation (AFNOR) avant la tenue de la commission. Le coût de la prestation de l'AFNOR est donc dépendant du nombre de dossier à examiner. Pour information, il y a eu 49 dossiers en 2016 et 42 dossiers en 2015*
Commission nationale des études de maïeutique, médecine, odontologie et pharmacie	Décret n° 2015-813 du 3 juillet 2015 relatif à la commission nationale des études de maïeutique, médecine, odontologie et pharmacie	33	-	1	1	-	4	4	
Commissions pédagogiques nationales des diplômes universitaires de technologie	Article D.643-62-1 et suivants du code de l'éducation	301	61,71	48,23	17,73	87	68	25	
Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche	Articles L.232-1et D.232-1 et suivants du code de l'éducation Décret n° 2014-1421 du 28 novembre 2014 relatif au conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche	100	47,38	62,52	56,28	20	20	20	
Conseil national de la culture scientifique, technique et industrielle	Décret n° 2012-572 du 24 avril 2012 relatif au conseil national de la culture scientifique, technique et industrielle	24	0	0,13	0,80	0	1	3	
Conseil national des astronomes et physiciens	Décret n° 86-433 du 12 mars 1986 modifié relatif au conseil national des astronomes et des physiciens	32	35	35	30	22	19	24	
Conseil national des universités (CNU) et Conseil national des universités pour les disciplines médicales, odontologiques et pharmaceutiques	Décret n° 92-70 du 16 janvier 1992 relatif au conseil national des universités Arrêté du 19 mars 2010 fixant les modalités de fonctionnement du conseil national des universités	3 480 pour le CNU et 813 pour le CNU santé	5.782	6.213	6.095	545	653	550	*Les coûts du conseil national des universités (CNU) ont diminué en 2016 de 118.000 €. En effet, le renouvellement des membres du CNU en 2015 avait entrainé un surcoût conjoncturel (augmentation des réunions et des frais de déplacement). Par ailleurs les frais de déplacement et de séjour ont été*

Instance	Texte institutif	Nombre de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2014	2015	2016	2014	2015	2016	
15. Enseignement supérieur, recherche et innovation									
									maitrisés (effort de groupement de réunions, remboursement sur un tarif seconde classe depuis 2015, modalités de réservation des titres de transport mieux gérées par les établissements)
Conseils scientifiques en médecine, pharmacie et odontologie	Articles R.632-3, D.633-2 et R.634-2 du code de l'éducation Arrêté du 3 avril 2017 relatif à l'organisation et au fonctionnement des conseils scientifiques en médecine, en odontologie et en pharmacie	30	95,80	123,05	122,49	116	171	128	
Conseil stratégique de la recherche	Article L.120-1 du code de la recherche Décret n° 2013-943 du 21 octobre 2013 relatif au conseil stratégique de la recherche	26	28	9,04	0,10	6	1	1	
Observatoire national de la vie étudiante	Arrêté du 14 février 1989 relatif à l'observatoire de la vie étudiante	26	323,16	323,16	876,66	3	3	3	

Instance	Texte institutif	Nombre de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2014	2015	2016	2014	2015	2016	
16. Outre-mer									
Comité pour la mémoire et l'histoire de l'esclavage	Loi n° 83-550 du 30 juin 1983 relative à la commémoration de l'abolition de l'esclavage Décret n° 2009-506 du 6 mai 2009 relatif au comité pour la mémoire et l'histoire de l'esclavage	17	39	42	35,35	6	5	6	
Commission nationale d'évaluation des politiques de l'État outre-mer	Loi n° 2009-594 du 27 mai 2009 pour le développement économique des outre-mer Décret n° 2010-1048 du 1er septembre 2010 relatif à la commission nationale d'évaluation des politiques de l'État outre-mer	39	4,86	0	0	3	2	3	
Conseil du service militaire adapté	Décret n° 2011-834 du 12 juillet 2011 portant création du conseil du service militaire adapté	20	0	0	0	0	0	0	

Instance	Texte institutif	Nombre de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2014	2015	2016	2014	2015	2016	
17. Sports									
Comité des médaillés de la jeunesse, des sports et de l'engagement associatif	Décret n° 69-942 du 14 octobre 1969 relatif au mérite sportif et à la médaille d'honneur de la jeunesse et des sports Arrêté du 5 janvier 1982 fixant la composition du comité	26	0	0	0	2	2	2	
Commission de reconnaissance des qualifications	Articles R.212-84, D.212-84-1 et A.212-175-10 du code du sport	9	1	1	1	12	12	12	
Commission nationale de sécurité des enceintes sportives	Articles R.312-22 et suivants du code du sport	13	0	0	0	5	6	4	
Commission professionnelle consultative des métiers du sport et de l'animation	Articles D.142-33 à D.142-38 et A.142-20 à A.142-32 du code du sport	41	4	4	4	2	4	4	*Fusion décidée par le CIMAP du 17 juillet 2013 avec la commission professionnelle consultative du travail social et de l'intervention*
Conseil national du sport	Articles R.142-1 à R.142-15 du code du sport	61	9,90	3,07	1,31	13	10	6	
Conseil supérieur des sports de montagne	Articles D.142-26 et suivants du code du sport	43	48	0,80	0,80	11	8	6	

Instance	Texte institutif	Nombre de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement / Observations
			2014	2015	2016	2014	2015	2016	
18. Banque de France									
Observatoire de la sécurité des cartes de paiement	Articles L.141-4, R.141-1 et R.141-2 ; R.142-22 à R.142-27 du code monétaire et financier	35	1,40	1,50	1,60	3	3	3	

Liste des commissions et instances consultatives ou délibératives supprimées depuis le 15 septembre 2016

Ministère	Intitulé de l'instance	Textes institutifs	Texte ou mode de suppression
Premier ministre	Conseil de la simplification pour les entreprises	Décret n° 2014-11 du 8 janvier 2014 instituant le conseil de la simplification pour les entreprises	Terme échu sans renouvellement
Transition écologique et solidaire	Comité d'instruction pour la diffusion des informations ferroviaires	R.1211-11 à R.1211-15 du code des transports tels qu'issus du décret n° 2014-530 du 22 mai 2014 relatif à certaines dispositions de la partie réglementaire du code des transports	Décret n° 2017-483 du 6 avril 2017 relatif aux activités de transport public particulier de personnes et actualisant diverses dispositions du code des transports
	Conseil d'orientation de l'observatoire national sur les effets du réchauffement climatique	Décret n° 2011-833 du 12 juillet 2011 fixant la liste des instances consultatives ayant vocation à examiner les politiques d'environnement et de développement durable Articles D.229-2 et suivants du code de l'environnement dans leur version antérieure au décret n° 2017-211 du 20 février 2017	Décret n° 2017-211 du 20 février 2017 modifiant diverses dispositions du code de l'environnement relatives au fonctionnement de l'observatoire national sur les effets du réchauffement climatique
	Comité national trames verte et bleue	Articles L. 371-2 et D. 371-1 et suivants du code de l'environnement (Décret n° 2012-1219 du 31 octobre 2012 relatif au comité national « trames verte et bleue »)	Décret n ° 2017-339 du 15 mars 2017 relatif au comité national de la biodiversité
	Commission nationale de sécurité de la navigation de plaisance	Décret n° 84-810 du 30 août 1984 modifié relatif à la sauvegarde de la vie humaine, à l'habitabilité à bord des navires et à la prévention de la pollution	Décret n° 2016-1693 du 9 décembre 2016 portant modification du décret n° 84-810 du 30 août 1984 relatif à la sauvegarde de la vie humaine en mer, à l'habitabilité à bord des navires et à la prévention de la pollution
Justice	Conseil national de la transaction et de la gestion immobilières	Loi n° 70-9 du 2 janvier 1970 modifiée réglementant les conditions d'exercice des activités relatives à certaines opérations portant sur les immeubles et les fonds de commerce	Loi n° 2017-86 du 27 janvier 2017 relative à l'égalité et à la citoyenneté

Ministère	Intitulé de l'instance	Textes institutifs	Texte ou mode de suppression
Justice ***(suite)***	Commission de contrôle des activités de transaction et de gestion immobilières	Loi n° 70-9 du 2 janvier 1970 modifiée réglementant les conditions d'exercice des activités relatives à certaines opérations portant sur les immeubles et les fonds de commerce	Loi n° 2017-86 du 27 janvier 2017 relative à l'égalité et à la citoyenneté
Cohésion des territoires	Observatoire des territoires	Décret n° 2011-887 du 26 juillet 2011 portant renouvellement de l'observatoire des territoires	Terme échu Une réflexion est en cours pour la recréation de cette instance
Solidarités et santé	Comité national pour la bientraitance et les droits des personnes âgées et des personnes handicapées	Décret n° 2013-16 du 7 janvier 2013 portant création du comité national pour la bientraitance et les droits des personnes âgées et des personnes handicapées	Décret n° 2016-1441 du 25 octobre 2016 relatif à la composition et au fonctionnement du haut conseil de la famille, de l'enfance et de l'âge
	Haut conseil de la famille	Articles D. 141-1 et suivants du code de l'action sociale et des familles en vigueur avant le décret n° 2016-1441	Décret n° 2016-1441 du 25 octobre 2016 relatif à la composition et au fonctionnement du haut conseil de la famille, de l'enfance et de l'âge
	Commission scientifique du haut conseil des professions paramédicales	Article D.4381-6-1 du code de la santé publique	Décret n° 2016-942 du 8 juillet 2016 relatif à l'organisation du développement professionnel continu des professionnels de santé Décision n°2016/07/DG du 3 novembre 2016 de la Directrice générale de l'agence nationale du développement professionnel continu portant nomination des membres de la commission scientifique indépendante des professions paramédicales et des préparateurs en pharmacie
	Commission scientifique indépendante des chirurgiens-dentistes	Articles L.4143-2 et D.4143-16 et suivants du code de la santé publique	Décret n° 2016-942 du 8 juillet 2016 relatif à l'organisation du développement professionnel continu des professionnels de santé Décision n°2017/27/DG du 19 janvier 2017 de la directrice générale de l'agence nationale du développement professionnel continu portant nomination des membres de la commission scientifique indépendante des chirurgiens-dentistes

Ministère	Intitulé de l'instance	Textes institutifs	Texte ou mode de suppression
Solidarités et santé *(suite)*	Commission scientifique indépendante des médecins	Articles L.4133-2 et D.4133-16 et suivants du code de la santé publique	Décret n° 2016-942 du 8 juillet 2016 relatif à l'organisation du développement professionnel continu des professionnels de santé Décision n°2016/06/DG du 2 novembre 2016 de la directrice générale de l'agence nationale du développement professionnel continu portant nomination des membres de la commission scientifique indépendante des médecins
	Commission scientifique indépendante des pharmaciens	Articles L.4236-2 et D.4236-16 et suivants du code de la santé publique	Décret n° 2016-942 du 8 juillet 2016 relatif à l'organisation du développement professionnel continu des professionnels de santé Décision n°2017/30/DG du 27 janvier 2017 de la directrice générale de l'agence nationale du développement professionnel continu portant nomination des membres de la commission scientifique indépendante des pharmaciens
	Commission scientifique indépendante des sages-femmes	Articles L.4153-2 et D.4153-16 et suivants du code de la santé publique	Décret n° 2016-942 du 8 juillet 2016 relatif à l'organisation du développement professionnel continu des professionnels de santé Décision n°2016/03/DG du 12 octobre 2016 de la directrice générale de l'agence nationale du développement professionnel continu portant nomination des membres de la commission scientifique indépendante des sages-femmes
	Groupe de travail national amiante et fibres	Décret n°2013-761 du 21 août 2013 portant renouvellement du groupe de travail national "amiante et fibres"	Terme échu
	Observatoire national des emplois et des métiers de la fonction publique hospitalière	Décret n° 2012-739 du 9 mai 2012 relatif au conseil supérieur de la fonction publique hospitalière et à l'observatoire national des emplois et des métiers de la fonction publique hospitalière en vigueur avant le décret n° 2016-1897	Décret n° 2016-1897 du 27 décembre 2016 relatif au conseil supérieur de la fonction publique hospitalière et supprimant l'observatoire national des emplois et des métiers de la fonction publique hospitalière
Economie et finances	Observatoire économique de l'achat public	Arrêté du 10 novembre 2005 pris en application de l'article 130 du code des marchés publics et relatif à l'observatoire économique de l'achat public	Ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics

Ministère	Intitulé de l'instance	Textes institutifs	Texte ou mode de suppression
Economie et finances *(suite)*	Groupes d'étude des marchés	Arrêté du 28 août 2006 pris pour l'application de l'article 132 du code des marchés publics	Ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics
Culture	Commission des acquisitions des musées nationaux du Moyen Age - Thermes de Cluny, de la Renaissance au château d'Ecouen, de la Céramique de Sèvres et Adrien Dubouché à Limoges	Article L. 451-1 du code du patrimoine Arrêté du 16 mars 2004 portant création de la commission des acquisitions des musées nationaux du Moyen-Age – Thermes de Cluny, de la Renaissance au château d'Ecouan, de la céramique à Sèvres et Adrien-Dubouché à Limoges	Décret n° 2016-924 du 5 juillet 2016 instituant une commission d'acquisition compétente pour les musées nationaux érigés en services à compétence nationale et les musées nationaux du château de Fontainebleau, de la céramique à Sèvres et Adrien Dubouché à Limoges
	Commission des acquisitions des musées nationaux Marc Chagall à Nice, Fernand Léger à Biot et franco-américain du château de Blérancourt	Article L. 451-1 du code du patrimoine Arrêté du 16 mars 2004 portant création de la commission des acquisitions des musées nationaux Marc Chagall à Nice, Fernand Léger à Biot et franco-américain du château de Blérancourt	Décret n° 2016-924 du 5 juillet 2016 instituant une commission d'acquisition compétente pour les musées nationaux érigés en services à compétence nationale et les musées nationaux du château de Fontainebleau, de la céramique à Sèvres et Adrien Dubouché à Limoges
	Commission des acquisitions du musée d'Archéologie nationale et du domaine national de Saint-Germain en Laye et du musée national de Préhistoire	Article L. 451-1 du code du patrimoine Arrêté du 16 mars 2004 portant création de la commission des acquisitions des musées nationaux des Antiquités nationales et de Préhistoire	Décret n° 2016-924 du 5 juillet 2016 instituant une commission d'acquisition compétente pour les musées nationaux érigés en services à compétence nationale et les musées nationaux du château de Fontainebleau, de la céramique à Sèvres et Adrien Dubouché à Limoges
	Commission des acquisitions Fontainebleau, Compiègne, Malmaison, Bonaparte, Aix, Pau, 2 Victoires, de Lattre de Tassigny, Port-Royal, Magny les Hameaux	Article L. 451-1 du code du patrimoine Arrêté du 16 mars 2004 portant création de la commission des acquisitions des musées nationaux du château de Fontainebleau, du château de Compiègne, des châteaux de Malmaison et Bois-Préau, de la maison Bonaparte d'Ajaccio, de l'île d'Aix, du château de Pau, des Deux-Victoires et de la maison de Lattre de Tassigny, en Vendée, et des granges de Port-Royal, à Magny-les-Hameaux	Décret n° 2016-924 du 5 juillet 2016 instituant une commission d'acquisition compétente pour les musées nationaux érigés en services à compétence nationale et les musées nationaux du château de Fontainebleau, de la céramique à Sèvres et Adrien Dubouché à Limoges
	Commission nationale d'évaluation (qualifications requises pour exercer les activités scientifiques d'un musée de France)	Articles R.442-5 à R.442-9 du code du patrimoine	Terme échu Fusion avec la commission scientifique nationale des musées de France au sein du haut conseil des musées de France

Ministère	Intitulé de l'instance	Textes institutifs	Texte ou mode de suppression
Culture ***(suite)***	Commission nationale d'habilitation des établissements d'enseignement supérieur habilités dans les domaines de la musique, de la danse, du théâtre et des arts du cirque	Décret n° 2007-1678 du 27 novembre 2007 relatif aux diplômes nationaux supérieurs professionnels délivrés par les établissements d'enseignement supérieur habilités par le ministre chargé de la culture dans les domaines de la musique, de la danse, du théâtre et des arts du cirque et à la procédure d'habilitation de ces établissements	Décret n° 2017-778 du 4 mai 2017 relatif au conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche artistiques et culturels
	Commission nationale des monuments historiques	Article L. 611-1 et R. 611-1 à R. 611-16 du code du patrimoine Décret n° 2007-612 du 25 avril 2007 relatif à la commission nationale des monuments historiques	Décret n° 2017-456 du 29 mars 2017 relatif au patrimoine mondial, aux monuments historiques et aux sites patrimoniaux remarquables
	Commission nationale des secteurs sauvegardés	Articles R. 313-18 et suivants du code de l'urbanisme	Décret n° 2017-456 du 29 mars 2017 relatif au patrimoine mondial, aux monuments historiques et aux sites patrimoniaux remarquables
	Conseil national des parcs et jardins	Décret n° 2003-447 du 19 mai 2003 portant création du conseil national des parcs et jardins	Décret n° 2017-456 du 29 mars 2017 relatif au patrimoine mondial, aux monuments historiques et aux sites patrimoniaux remarquables
	Comité consultatif des prêts et dépôts d'œuvres et d'objets d'art inscrits sur l'inventaire du fonds national d'art contemporain	Article D. 113-24 du code du patrimoine	Décret n° 2016-1497 du 4 novembre 2016 relatif aux modalités de prêts et dépôts de certaines collections publiques

Ministère	Intitulé de l'instance	Textes institutifs	Texte ou mode de suppression
Culture ***(suite)***	Comité consultatif de la commande publique	Arrêté du 22 janvier 1998 portant création d'une commission consultative de la commande publique	Décret n° 2016-1154 du 24 août 2016 portant création du conseil national des œuvres dans l'espace public dans le domaine des arts plastiques
Travail	Conseil national des missions locales	Articles R.5314-1 et suivants du code du travail	Décret n° 2016-1376 du 12 octobre 2016 portant diverses dispositions relatives à des commissions administratives consultatives de l'État dans le domaine de la jeunesse et de l'éducation populaire
Education nationale	Commission nationale d'agrément (Conseil national de l'éducation populaire et de la jeunesse)	Décret n° 2002-570 du 22 avril 2002 relatif au conseil national de l'éducation populaire et de la jeunesse	Décret n° 2016-1376 du 12 octobre 2016 portant diverses dispositions relatives à des commissions administratives consultatives de l'Etat dans le domaine de la jeunesse et de l'éducation populaire
	Commission nationale d'habilitation pour dispenser la formation aux brevets d'aptitude aux fonctions d'animateur et de directeur de centres de vacances et de loisirs (conseil national de l'éducation populaire et de la jeunesse	Décret n° 2002-570 du 22 avril 2002 relatif au conseil national de l'éducation populaire et de la jeunesse	Décret n° 2016-1376 du 12 octobre 2016 portant diverses dispositions relatives à des commissions administratives consultatives de l'Etat dans le domaine de la jeunesse et de l'éducation populaire
	Conseil national de l'éducation populaire et de la jeunesse	Loi n° 2001-624 du 17 juillet 2001 portant diverses dispositions d'ordre social, éducatif et culturel Décret n° 2002-570 du 22 avril 2002 relatif au conseil national de l'éducation populaire et de la jeunesse	Décret n° 2016-1376 du 12 octobre 2016 portant diverses dispositions relatives à des commissions administratives consultatives de l'Etat dans le domaine de la jeunesse et de l'éducation populaire
	Conseil national de l'innovation pour la réussite éducative	Décret n° 2013-246 du 25 mars 2013 portant création du conseil national de l'innovation pour la réussite éducative	Terme échu

Ministère	Intitulé de l'instance	Textes institutifs	Texte ou mode de suppression
Agriculture et alimentation	Commission nationale du commerce équitable	Loi n° 2005-882 du 2 août 2005 en faveur des petites et moyennes entreprises Décret n° 2007-986 du 15 mai 2007 pris pour l'application de l'article 60 de la loi n° 2005-882 du 2 août 2005 en faveur des petites et moyennes entreprises et relatif à la reconnaissance des personnes veillant au respect des conditions du commerce équitable	Décret n° 2015-1157 du 17 septembre 2015 relatif au commerce équitable
Action et comptes publics	Commission de conciliation et d'expertise douanière	Articles 441 à 450-1 du code des douanes Décret n° 2010-428 du 28 avril 2010 relatif aux modalités de prélèvement des échantillons et aux conditions de fonctionnement de la commission de conciliation et d'expertise douanière dans les cas de contestation sur l'espèce, l'origine et la valeur des marchandises	Loi de finances rectificative pour 2016 n° 2016-1918 du 29 décembre 2016
	Comité chargé de l'examen des demandes de versement d'une indemnité de fin d'activité des débitants de tabac	Décret n° 2013-541 du 25 juin 2013 relatif aux indemnités de fin d'activité et à l'aide à la réinstallation en faveur des débitants de tabac Arrêté du 24 avril 2006 fixant les conditions d'application	Décret n° 2017-977 du 10 mai 2017 relatif aux indemnités de fin d'activité en faveur des débitants de tabac
Enseignement supérieur, recherche et innovation	Comité consultatif sur le traitement de l'information en matière de recherche dans le domaine de la santé	Loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés Décret n° 2005-1309 du 20 octobre 2005 pris pour l'application de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés	Loi n° 2016-41 du 26 janvier 2016 de modernisation de notre système de santé Décret n° 2016-1872 du 26 décembre 2016 modifiant le décret n° 2005-1309 du 20 octobre 2005 pris pour l'application de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés
	Comité de suivi de la licence et de la licence professionnelle	Arrêté du 1er août 2011 relatif à la licence	Arrêté du 3 mars 2017 relatif au comité de suivi des cycles licence, master et doctorat
	Comité de suivi du cursus master	Arrêté du 25 avril 2002 relatif au diplôme national de master	Arrêté du 3 mars 2017 relatif au comité de suivi des cycles licence, master et doctorat